



DELTAPLUS
GROUP

RAPPORT ANNUEL 2011



équipement
de protection
individuelle



Jérôme BENOIT
Président du
Conseil d'Administration

Chers Actionnaires,

2011 est l'année du retour à des niveaux de rentabilité historiques pour DELTA PLUS. Malgré un contexte économique incertain, DELTA PLUS a su dégager une rentabilité satisfaisante et conforme aux prévisions de début d'année.

Avec un Chiffre d'Affaires qui avoisine les 150M€ et un résultat d'exploitation autour de 8%, nous retrouvons des équilibres qui étaient les nôtres avant le début de la crise 2008/2009. Cela s'explique par un gros travail de l'ensemble des équipes du Groupe sur la maîtrise de nos coûts. Les frais variables, grâce à une systématisation et une centralisation des négociations avec nos fournisseurs, ont baissé de plus de 1%. Nos coûts de personnel ont augmenté au même rythme que le Chiffre d'Affaires. Et enfin nos coûts fixes ont quant à eux, augmenté plus lentement que le Chiffre d'Affaires notamment à cause d'investissements en communication marketing et informatique dont nous ne pouvions pas faire l'économie. Enfin, après deux années de restructuration, le résultat exceptionnel retrouve un niveau plus bas, sans gros impact sur le résultat net.

Cependant, la structure du Groupe est en perpétuelle évolution et l'année 2011 est aussi marquée par une évolution contrastée entre l'activité européenne et l'activité du reste du monde. Si la zone européenne ne connaît qu'une faible croissance, c'est en revanche grâce aux pays émergents que le Groupe Delta Plus continue de voir son Chiffre d'Affaires augmenter.

Au sein même de l'Europe des diversités existent avec des pays où le contexte économique et le marché pèsent fortement sur notre croissance. La Grèce, le Portugal, et l'Espagne en sont les exemples. A contrario, les pays de l'est de l'Europe comme la Pologne, la Tchéquie ou la Slovaquie connaissent une croissance de l'ordre de 5%. Enfin, des pays comme l'Italie, l'Angleterre et dans une moindre mesure la France, semblent rester stables. Nos équipes travaillent maintenant sur cette zone sur l'automatisation des process et l'optimisation systématique des coûts.

Hors Europe, le Groupe présent en Chine, en Inde, au Moyen Orient, en Ukraine et en Amérique du sud, connaît une forte croissance. Le rachat d'une entreprise en Argentine en cours d'année vient encore augmenter ce phénomène. Toutes ces activités sont aujourd'hui contributrices et devraient continuer à tirer la croissance et la rentabilité de notre entreprise. Si l'année dernière, le hors Europe représentait que 23% du CA total nous sommes en 2011 à 30%. Ce déplacement du barycentre du Groupe valide totalement la stratégie d'internationalisation mise en place par la direction depuis les années 2000. C'est d'ailleurs en continuant sur cet axe que nous développerons le Groupe à l'avenir.

Les perspectives pour l'année 2012 sont encore très incertaines notamment avec les tensions économiques régnant sur la zone Europe. Le contexte pourrait pousser certains acteurs à diminuer les prix et la qualité des produits. Delta Plus n'entrera pas dans ce schéma et nous entendons défendre nos parts de marché sur l'Europe grâce aux lancements de nouveaux produits différenciés. Nous espérons pour l'année à venir poursuivre une croissance du Chiffre d'Affaires et encore augmenter notre niveau de rentabilité. Cela permettra à nos actionnaires de retrouver dans nos comptes les fondamentaux qui avaient fait la valorisation de l'entreprise pré-crise

Sommaire

Chiffres clés	03
Rapport de Gestion	
Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Général Ordinaire et Extraordinaire du 15 juin 2012	09
I. Activité de la Société DELTA PLUS Group	11
II. Comptes Consolidés – Groupe DELTA PLUS	13
III. Approbation des Comptes Sociaux – Proposition d'affectation du Résultat	14
IV. Dépenses non déductibles fiscalement	15
V. Approbation des Comptes Consolidés au 31 décembre 2011	16
VI. Rappel des dividendes antérieurement distribués	16
VII. Identité des titulaires identifiés de participations	16
VIII. Part du capital détenue par les Sociétés contrôlées	16
IX. Participation des salariés au capital	16
X. Options d'Achats et de Souscription d'Actions	16
XI. Attribution d'actions gratuites	16
XII. Obligations à bons de souscription d'action remboursable	17
XIII. Informations concernant les mandataires sociaux	18
XIV. Conséquences Sociale & Environnementale de l'Activité	18
XV. Risques encourus en cas de variation des taux d'intérêt, des taux de change ou des cours de bourse	19
XVI. Opérations réalisées par la Société sur ses propres actions	19
XVII. Délégations de pouvoir consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital	19
XVIII. Autorisation de la Société de racheter en bourse et d'annuler ses propres actions	19
XIX. Attribution de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration	20
XX. Conclusion	20
Annexes au rapport de gestion	21
Annexe 1 Évolution du périmètre de consolidation	23
Annexe 2 Liste des mandats	25
Annexe 3 Tableaux de rémunérations	27
Annexe 4 Tableau des résultats financiers des 5 derniers exercices	29
Annexe 5 Texte des résolutions – Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 15 juin 2012	30
Annexe 6 Responsabilité Sociale et Environnementale	34
Rapport spéciaux du Conseil d'Administration	38
Rapport complémentaire du Conseil d'Administration	40
Rapport du Président du Conseil d'Administration sur les mesures de contrôle interne	41
Comptes Consolidés	49
Comptes consolidés (exercice du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011)	49
Annexes aux Comptes Consolidés	55
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	94
Comptes Sociaux	95
Comptes sociaux (exercice du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2011)	96
Annexes aux Comptes Sociaux	99
Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	111



CHIFFRES CLÉS

Métier et Offre

Chiffres d'Affaires

Données boursières



Métier et Offre

Le Groupe DELTA PLUS conçoit, normalise, fabrique ou fait fabriquer, et commercialise, en Europe et dans le reste du monde, une gamme complète d'Equipements de Protection Individuelle (EPI) à ses marques. Le marché des EPI est régi par des normes strictes, qui garantissent à l'utilisateur une protection efficace de son intégrité physique.

Fort de plus de 1 300 collaborateurs, DELTA PLUS est implanté en Union Européenne, en Chine, en Inde, aux Emirats Arabes Unis, en Amérique du Sud et en Ukraine ; à partir de ses plates-formes asiatiques, il a la capacité de livrer par container dans le monde entier ses produits, conformes aux normes européennes.

Plus de 1 500 articles, correspondant à plus de 8 000 références, constituent l'offre du Groupe, et permettent une protection efficace et globale des utilisateurs, des pieds à la tête.

Les deux principales marques du Groupe sont :

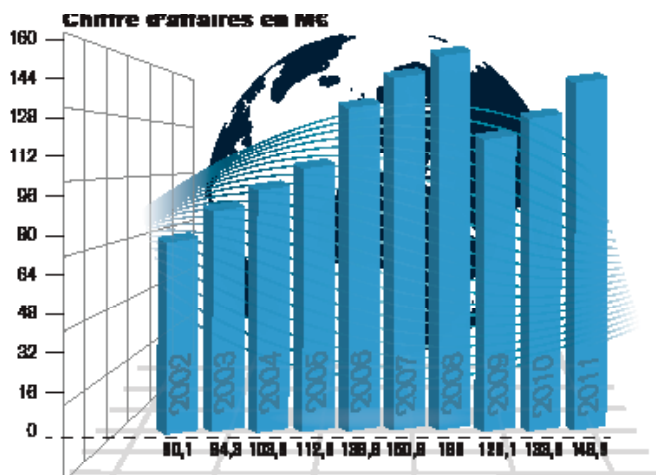
PANOPLY® pour les vêtements et les chaussures, et

VENITEX® pour les gants, et la protection de la tête.

Plus de 10 000 clients font confiance au Groupe DELTA PLUS.



Chiffre d'Affaires 2011 : Une croissance forte et contrastée



En 2011, le Groupe Delta Plus connaît une croissance à 2 chiffres, à +11,2 %, par rapport à l'exercice antérieur. Le Chiffre d'Affaires du Groupe atteint donc 148,9 M€. Cette croissance est contrastée, dans la mesure où les zones Europe et Hors Europe connaissent des évolutions très différentes. En Europe, le Chiffre d'Affaires progresse de 1,1 %, alors que sur la même période, les ventes enregistrées Hors Europe progressent de 45 %.

La croissance est donc essentiellement réalisée dans la zone Hors Europe. En Europe, dans un contexte économique marqué par la crise de la dette, et par la récession sévère de pays comme la Grèce, ou l'Espagne, où Delta Plus possède des filiales depuis de longues années, seule la croissance apportée par les pays d'Europe du Nord et de l'Est permet d'atteindre le résultat obtenu.

Hors d'Europe, les conditions sont plus favorables à notre développement, et les choix réalisés depuis près de dix ans portent leurs fruits.

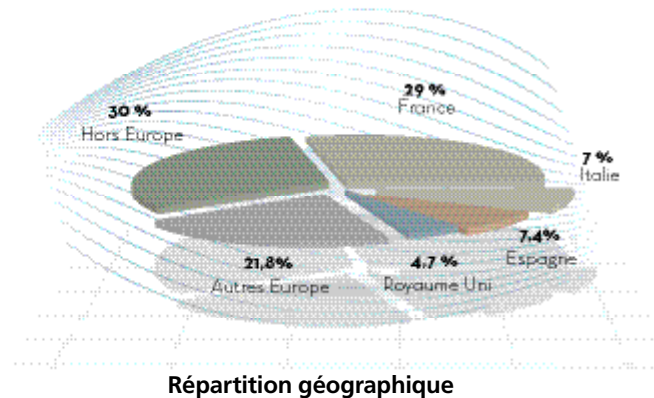


En 2011, la part du Chiffre d'Affaires réalisé Hors d'Europe atteint 30 %, et dépasse donc la part réalisée en France, pour la première fois de l'histoire du Groupe. En Chine, les ventes du Groupe sur le marché intérieur connaissent une hausse de 32 %. Le marché Chinois est désormais le deuxième marché du Groupe, après la France. La filiale péruvienne, quant à elle, voit ses ventes croître de plus de 75 %.

2011 aura aussi été l'année de l'intégration de la société Eslingar, basée à Buenos Aires et acquise à la fin du premier semestre. Cette société produit et distribue des équipements de protection antichute, en Argentine, mais aussi dans le reste de l'Amérique du Sud.

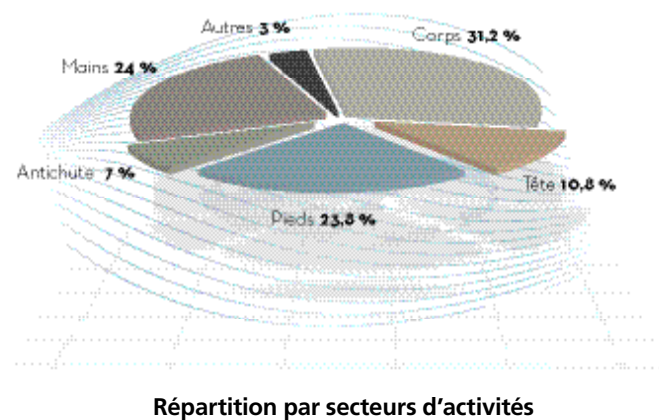
La proportion du Chiffre d'Affaires réalisée dans les pays Autres Europe baisse et passe de 22,1 % en 2010 à 21,8 % des ventes du Groupe en 2011.

Les quatre marchés historiques du Groupe, c'est-à-dire la France, l'Espagne, l'Italie et le Royaume Uni, ont réalisé un peu plus de 48 % des ventes du Groupe en 2011, contre 55 % en 2010, et 61 % un an plus tôt. Les ventes en France ont progressé de 2,4 % sur l'exercice.



L'univers des EPI est segmenté en cinq grandes familles, la protection de la Tête, des Mains, des Pieds, du Corps, et enfin la Protection Antichute.

Dans le Chiffre d'Affaires du Groupe, la répartition par famille de produits a connu trois évolutions notables au cours de l'exercice 2011 : Augmentation de la part de l'Antichute dans le Chiffre d'Affaires, à 7 %, du fait notamment de l'intégration d'Eslingar, ainsi que de la part des équipements de protection de la main, 24 %, et baisse dans le même temps de la part que prennent les ventes de Chaussures dans le total, à 23,8 %. Les familles Corps, Tête et Autres maintiennent leur part de Chiffre d'Affaires dans le total.



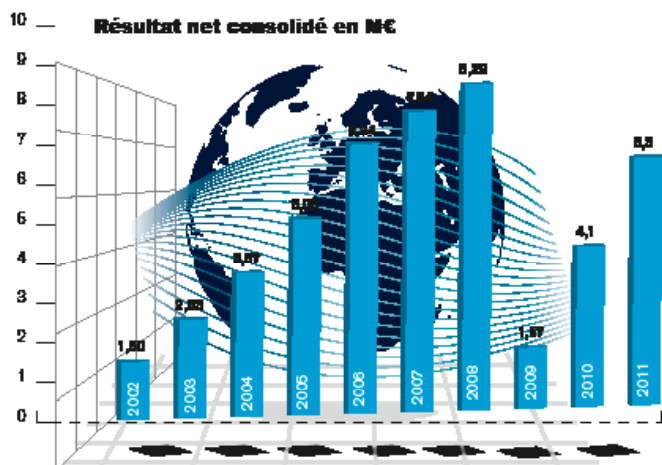
Un Résultat Net Consolidé en nette hausse par rapport à 2010

Au terme de l'année 2011, le résultat net consolidé progresse fortement, de près de 56 %.

La construction de ce résultat est passée par la forte hausse du Chiffre d'Affaires du Groupe, dans une grande mesure réalisée Hors Europe.

L'attention apportée à la maîtrise des éléments qui composent le coûtant des ventes et les frais variables a permis, dans un environnement changeant, de maintenir un niveau de marge brute avant et après frais variables comparable à celui de l'exercice antérieur. Ainsi, la marge brute après frais variables passe de 38,25 % à 38,39 % du Chiffre d'Affaires, de 2010 à 2011.

Le résultat opérationnel courant atteint 11,8 M€, à 7,92 % du Chiffre d'Affaires, en progression de 0,73 %, soit de 2,2 M€, par rapport à 2010.



Le coût de l'endettement financier brut pâtit de l'augmentation du niveau de stock sur l'exercice. Les stocks du Groupe augmentent en effet de 11,5 M€ en 2011. Ce niveau de stock reflète l'augmentation importante de l'activité dans des pays comme la Chine, le Pérou ou l'Ukraine, le renchérissement des matières premières et des marchandises stockées, ainsi que les faibles ventes réalisées au mois de décembre 2011.

Pour financer ce stock supplémentaire, l'endettement court terme du Groupe a quant à lui progressé de 6,8 M€.

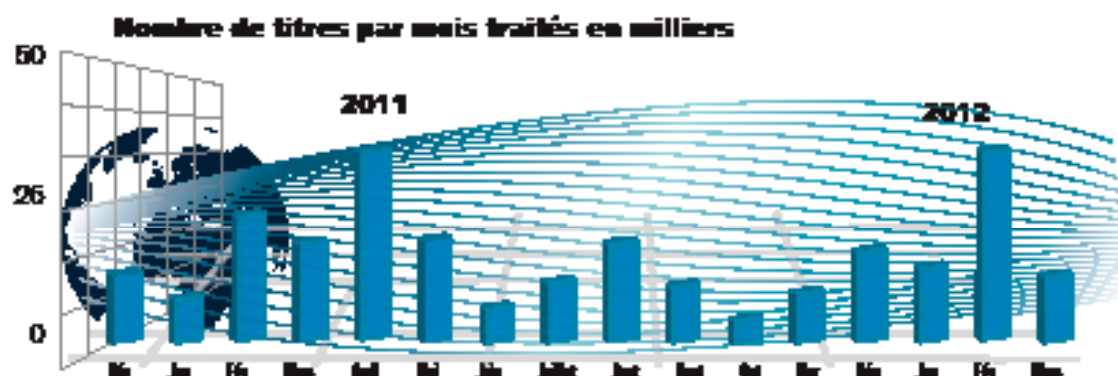
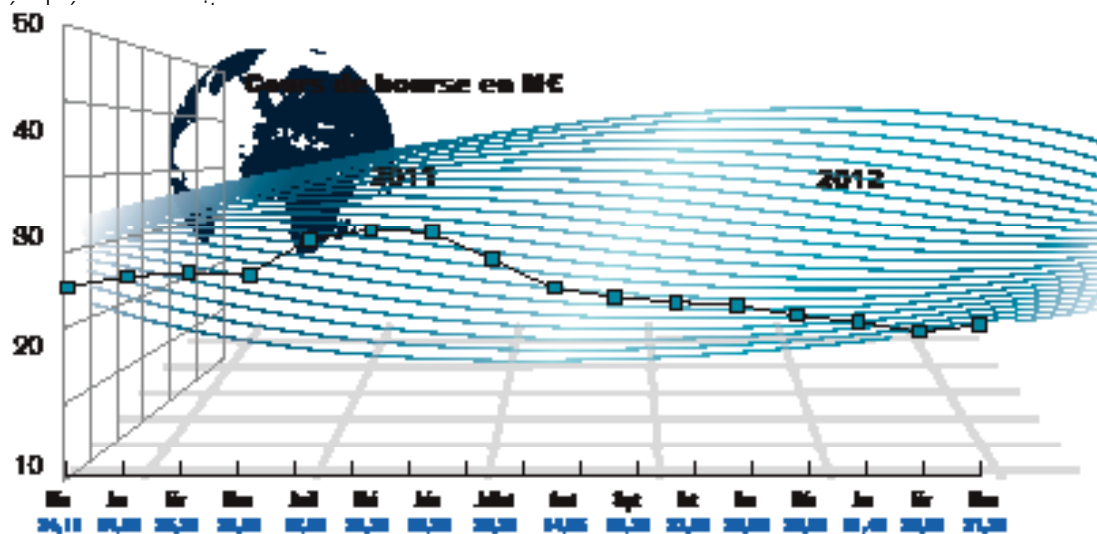
Le Résultat Net Consolidé atteint donc 6,3 M€, contre 4,1 M€ l'année dernière.

Le Résultat Net dilué par action est de 3,44 €.

Toutes les conditions sont réunies pour que la croissance du Groupe se poursuive, en conservant ses parts de marché Européennes, et en continuant à investir sur les marchés Hors Europe, en Asie et en Amérique du Sud, notamment.

Cours de Bourse

Sur les 16 derniers mois, le cours de l'action (au dernier jour du mois), et les volumes de transactions ont





- ▶ La holding familiale détient 42 % du capital de la société DELTA PLUS GROUP et 52 % des droits de vote,
- ▶ Monsieur Ivo BOSCARDIN détient 13 % du capital de la société DELTA PLUS GROUP et 16 % des droits de vote,
- ▶ Natixis Private Equity détient 5,4 % du capital et 3,4 % des droits de vote,
- ▶ Le Public détient 26,8 % du capital de la société DELTA PLUS GROUP et 16,8 % des droits de vote.

Rémunération de l'actionnaire

Proposition du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 15 juin 2012 :

Distribution de dividendes

Le Conseil d'Administration propose l'affectation du bénéfice de l'exercice comme suit :

Résultat Net de l'exercice :	1 474 053,00 €
▶ Affectation :	
• Réserve légale :	1 203,00 €
• Distribution de dividendes, pour le solde, soit :	1 472 850,00 €
TOTAL	1 474 053,00 €
Majorée d'une quote-part du Report à Nouveau bénéficiaire antérieur à hauteur de	366 827,00 €
TOTAL DISTRIBUÉ	1 839 677,00 €

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale du 15 juin 2012 la distribution d'un dividende de 1,00 € par action, contre 0,80 € par action l'année précédente.

Exercice social	Dividendes	Avoir fiscal/Abattement	Montant
31/12/2010	0,80 €	40 %	NC
31/12/2009	0,70 €	40 %	NC
31/12/2008	1,10 €	40 %	NC

Données boursières

	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002
Nombre d'actions	1 839 677	1 833 665	1 828 575	1 824 848	1 814 902	1 635 185	1 504 090	1 503 760	1 503 760	1 503 760
Résultat Net par action	3,44	2,20	0,85	4,30	3,90	4,32	3,16	2,28	1,16	0,40
Cours de fin d'année	22,00	24,10	20,00	26,00	48,00	40,30	33,00	23,00	15,40	14,36
Cours le plus haut	29,78	25,85	29,95	50,50	57,79	45,70	33,00	24,00	15,60	16,45
Cours le plus bas	19,6	20,00	13,50	23,70	36,10	29,50	23,00	15,18	11,80	12,80
Variation annuelle	-8,71%	20,50%	-23,08%	-45,83%	19,11%	22,12%	43,48%	49,40%	7,20%	-9,11%
Volume moyen de titres échangés par jour	620	484	1 190	615	1 397	1 458	836	367	308	384
Capitalisation boursière au 31/12 (en Me)	40,47	44,19	36,5	47,4	87,1	65,9	49,6	34,6	23,2	21,6

Agenda de l'actionnaire (dates prévisionnelles)

- ▶ 25 juillet 2012 Chiffre d'Affaires 2^e trimestre 2012
- ▶ 30 août 2012 Résultats 1^{er} semestre 2012
- ▶ 30 octobre 2012 Chiffre d'Affaires 3^e trimestre 2012
- ▶ 5 février 2013 Chiffres d'Affaires 4^e trimestre 2012

Information Financière

DELTA PLUS GROUP est cotée auprès du NYSE – Euronext (Paris – Compartiment C)
sous le Code FR 0004152502

Contact :

Monsieur Jérôme BENOIT

Président Directeur Général

Responsable Communication Financière :

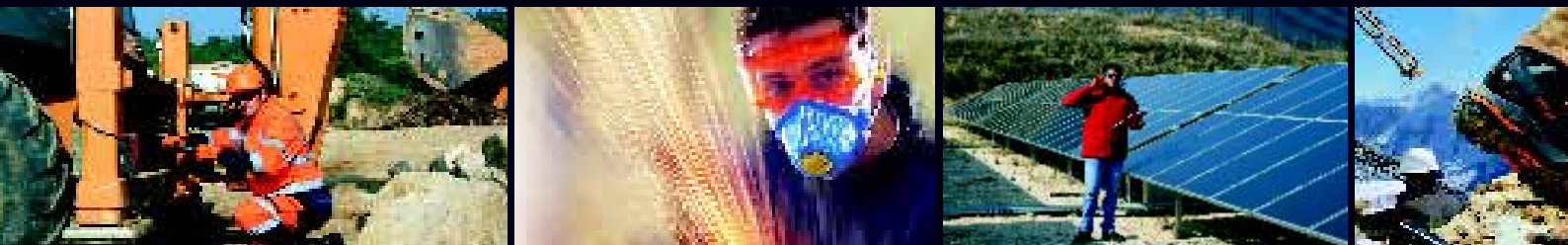
finance@deltaplus.fr

Tél. : 04 90 74 20 33

Fax : 04 90 74 06 03

Présentation de la Société DELTA PLUS GROUP
et mise à jour régulière de l'actualité sur : www.deltaplus.eu





RAPPORT DE GESTION

Rapport du conseil d'administration
à l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire
du 15 juin 2012



Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire pour vous demander de statuer sur l'ordre du jour suivant :

Assemblée à caractère ordinaire

- Examen du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et sur les comptes consolidés.
- Examen du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Examen des Rapports Spéciaux du Conseil d'Administration visés aux articles L. 225-184, L. 225-197-4 et L. 225-129-5 du Code de Commerce. et L. 225-129-5 du Code de Commerce.
- Examen du Rapport Spécial du Président du Conseil d'Administration visé à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Quitus aux administrateurs.
- Affectation du résultat.
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Fixation des jetons de présence attribués aux membres du conseil d'administration.
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions.

Assemblée à caractère extraordinaire

- Examen du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes visé à l'article L. 225-209 alinéa 7 du Code de Commerce.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'annulation des actions propres détenues par la société.

Tous les documents nécessaires à votre information ont été tenus à votre disposition au siège social, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur. Nous vous demanderons de bien vouloir nous en donner acte.

Nous vous proposons donc d'examiner les comptes qui traduisent la situation de la société et du Groupe DELTA PLUS à la clôture de l'exercice écoulé, de vous présenter l'évolution de la situation depuis cette clôture et d'envisager ses perspectives de développement. Vos commissaires aux comptes vous donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

Les méthodes de présentation et d'évaluation des comptes sociaux et consolidés ne comportent aucune modification par rapport à l'exercice précédent.



I. Activité de la Société DELTA PLUS GROUP

L'activité de la société DELTA PLUS GROUP, société mère du Groupe DELTA PLUS, est toujours centrée sur son rôle de holding au profit de l'ensemble du Groupe.

Les activités principales de la société DELTA PLUS GROUP sont les suivantes :

- La propriété et la gestion des différentes filiales et participations ainsi que l'animation du Groupe, en particulier la définition de la politique générale, de la stratégie et des croissances externes du Groupe par la réalisation de prestations de services et de conseils en matière de directions, administrative, juridique, comptable, financière, commerciale et immobilière ; ces activités étant rémunérées d'une part, par la facturation de prestations de services et de loyers et d'autre part, par les distributions de dividendes opérées par certaines filiales ;
- La gestion centralisée d'une majeure partie de la trésorerie du Groupe en contrepartie de laquelle elle perçoit une partie des intérêts sur les financements réalisés ;
- La propriété, la gestion, l'exploitation, le développement et la mise à disposition des marques et produits du Groupe ; cette activité étant rémunérée sous forme de redevances ;
- La gestion des dossiers de normalisation des produits en conformité avec la législation européenne et l'obtention des homologations, rémunérée également sous forme de redevances ;
- La gestion de la communication financière et opérationnelle vis-à-vis des actionnaires, des investisseurs et du public.

La société holding DELTA PLUS GROUP a poursuivi en 2011 son rôle d'animateur du groupe DELTA PLUS, rémunérée sous forme de Prestations de Services ou de Royalties par ses différentes filiales.

1. Examen du compte de résultat

Commentaires généraux

Le **Résultat d'Exploitation**, s'élevant à 0,1 M€ au 31 décembre 2011, stable par rapport à celui de l'exercice précédent, suite notamment à une augmentation de la masse salariale.

Les **dividendes perçus** passent de 7,8 M€ (2010) à 4,5 M€ (2011).

Les **intérêts des emprunts auprès des établissements de crédit** ont augmenté, passant de 0,7 M€ en 2010 à 1,1 M€ en 2011, ce qui est cohérent avec la hausse de l'endettement bancaire et la stabilisation des taux de référence.

Enfin, le **Résultat Exceptionnel** est négatif de 0,5 M€ au titre de l'exercice écoulé, alors qu'il était à l'équilibre en 2010.

Au total, le **Résultat Net** arrêté à 1 474 k€ est en baisse par rapport à l'exercice 2010, où il avait atteint 7 755 k€.

Recherche et développement

Le développement des projets en 2011 s'harmonise avec la politique innovante du Groupe DELTA PLUS, positionnant l'entreprise comme fabricant d'Équipements de Protection Individuelle (EPI) à forte différenciation. Les concepts se veulent novateurs avec la volonté d'associer aux fonctions de protection (réglementaires) des fonctions de praticité et d'ergonomie. Le but du Groupe DELTA PLUS est de rendre plus agréable l'utilisation, souvent contraignante, des EPI.

S'appuyant sur son expérience unique, le groupe DELTA PLUS recherche en permanence de nouvelles solutions techniques permettant d'améliorer ses différentes gammes de produits afin de satisfaire et anticiper les besoins de ses clients, tout en respectant les exigences de la directive européenne 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle. Pour ses travaux, le groupe DELTA PLUS avait été labellisé « entreprise innovante » par OSEO en 2008 dans le cadre des FCPI. Par mesure de prudence ces frais ne sont pas immobilisés comptablement.

Intégration fiscale

Nous vous rappelons que la société DELTA PLUS GROUP, qui détient directement ou indirectement plus de 95 % du capital social des sociétés DELTA PLUS, DELTA PLUS SERVICES, PROTIMPORT, FROMENT et WORKSTORE, a opté avec les sociétés précitées pour le régime d'intégration fiscale mis en place par les articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts, étant précisé que la société WORKSTORE a rejoint le périmètre d'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2005 et DELTA PLUS SERVICES depuis le 1^{er} janvier 2011.

Une convention d'intégration fiscale commune a été mise en place dans un souci de clarté, afin de préciser la manière dont les charges d'impôts et les économies résultant de l'intégration sont réparties entre la société DELTA PLUS GROUP et chacune des filiales intégrées.

La commune intention de la société DELTA PLUS GROUP et des filiales intégrées réside dans le fait que l'adoption de ce régime n'aboutira pas à léser lesdites filiales, ni les éventuels associés minoritaires par rapport à la non adoption dudit régime. En conséquence les filiales intégrées supporteront la même charge d'impôt.

Examen du bilan

L'activité des principales filiales de la société DELTA PLUS GROUP au cours de l'année 2011 est décrite ci-après dans les commentaires afférents aux comptes consolidés.

Les **Créances Rattachées à des participations** d'un montant brut de 18 M€ ont augmenté de 5 M€ par rapport aux créances de l'exercice précédent.

Les **Disponibilités** d'un montant net de 1,5 M€ comprennent 1,4 M€ de Titres DELTA PLUS GROUP auto-détenus.

Les **Dettes Fournisseurs** restent globalement stables sur l'exercice écoulé.

Les **Emprunts auprès des établissements de crédit** d'un montant global de 9,1 M€ (dont 0,4 M€ de concours bancaires et soldes créditeurs de banque) ont augmenté de 1,4 M€ par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les Emprunts obligataires ont été totalement remboursés.

Les **Emprunts et Dettes financières diverses**, de 36,1 M€ au 31 décembre 2011 contre 33,5 M€ au titre de l'exercice précédent, ont fortement augmenté, notamment du fait de l'augmentation d'un compte courant consenti par une société du Groupe.



Conformément aux dispositions de la Loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 relatives à la publication des informations sur les délais de paiement des fournisseurs ou des clients, nous vous communiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices clos, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance :

Exercice	Échu	> 30 jours	> 60 jours	> + 60 jours
31 décembre 2010	33 947,56 €	378 312,30 €	1 159,85 €	0,00 €
31 décembre 2011	7 875,06 €	217 576,56 €	1 500,38 €	0,00 €

Le rapport général des commissaires aux comptes mentionne leurs observations sur la sincérité et la concordance des dites informations avec les comptes annuels.

1. Perspectives 2012

Les produits de la société DELTA PLUS GROUP (royalties) progresseront au même rythme que le Chiffre d'Affaires du Groupe. Le résultat d'exploitation devrait rester positif.

Le résultat net restera en grande partie constitué des dividendes perçus.

2. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.

II. Comptes consolidés – Groupe DELTA PLUS

1. Activité du Groupe DELTA PLUS

Le Groupe DELTA PLUS conçoit et distribue une gamme complète d'Équipements de Protection Individuelle (EPI), essentiellement en Europe, mais il se développe de plus en plus dans le reste du monde.

Fort de plus de 1300 collaborateurs directs, le Groupe DELTA PLUS est implanté en Union Européenne, en Chine, en Inde, aux Emirats Arabes Unis, au Pérou, en Croatie et en Ukraine ; à partir de ses plates-formes asiatiques, il a la capacité de livrer par container dans le monde entier ses produits, conformes aux normes européennes.

Les deux principales marques du groupe sont PANOPLY® pour les vêtements et les chaussures, et VENITEX® pour les gants, et la protection de la tête.

Le Groupe DELTA PLUS dispose actuellement de :

- 3 plates-formes logistiques en Europe,
- 2 bases logistiques « amont » en Chine et en Inde,
- 20 sites de distributions en Europe,
- 7 sites de production en Europe et en Asie.

2. Périmètre de consolidation

Les sociétés consolidées ainsi que les modifications du périmètre de consolidation intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 figurent dans l'**Annexe 1**

3. Analyse du compte de résultat consolidé des activités poursuivies

L'évolution du **Chiffre d'Affaires consolidé** de +11,2 % s'explique de la manière suivante :

- La zone qui connaît la plus forte croissance en 2011 est la zone qui regroupe les pays Hors Europe. Elle progresse en effet de près de 45 %, notamment grâce à la bonne performance de la Chine et du Pérou.
- La zone constituée par les pays d'Europe hors France est restée stable en 2011, puisqu'elle n'a progressé que de 0,2 % en 2011.
- Le Chiffre d'Affaires réalisé en France progresse de 2,4 % sur l'exercice.
- Enfin, on peut rappeler que le Chiffre d'Affaires 2011 des quatre grands marchés européens où le groupe est présent, la France (29 %), l'Espagne (7,4 %), le Royaume Uni (4,7 %), et l'Italie (7,1%), représente en tout 48,2 % des ventes du Groupe, contre 55 % en 2010.

La **Marge Opérationnelle** atteint 7,9 % conformément aux prévisions de début d'année, grâce à la défense efficace de nos marges et de nos frais variables.

Le **Coût de l'Endettement**, qui passe de 1,6 M€ en 2010 à 2,5 M€ en 2011, reflète la hausse du niveau moyen de nos stocks sur l'année.

En conséquence, le **Résultat Net Consolidé** croît de 56 %, et s'élève à un montant de 6 333 k€ au 31 décembre 2011 au lieu de 4 059 k€ au 31 décembre 2010.

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève à 6 333 k€ au 31 décembre 2011.

4. Analyse du bilan consolidé

Les Actifs Non Courants d'un montant global de 49,8 M€ (écarts d'acquisition, immobilisations corporelles, actifs financiers ou impôt différé) restent stables.

Suite à la hausse de l'activité sur l'année Hors Europe et au renchérissement des matières premières, le Besoin en Fond de Roulement s'est dégradé :

- Le montant des stocks s'élève à 51,9 M€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 contre 40,5 M€ au 31 décembre 2010.
- Les Créances Clients augmentent de 0,8 M€.

Les Capitaux Propres d'un montant global de 59,1 M€ ont augmenté de 5,8 M€ par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement due à la hausse du résultat 2011.

5. Perspectives d'avenir

En 2012, le groupe DELTA PLUS devrait réaliser 160 M€ de Chiffre d'Affaires, hors croissance externe. La marge opérationnelle, quant à elle, ne devrait pas être inférieure à 8 %.

III. Approbation des Comptes Sociaux Proposition d'affectation du resultat

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes de la société DELTA PLUS GROUP tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un bénéfice de 1 474 053,00 €.

Nous proposons que le dividende par action s'élève à 1,00 € et qu'il soit mis en paiement dans les délais légaux.



Par conséquent, nous vous proposons d'affecter ce bénéfice de la manière suivante :

- Réserve légale : 1 203,00 €
- Distribution de dividendes, pour le solde, soit : 1 472 850,00 €

Majorée d'une quote-part du Report à Nouveau bénéficiaire antérieur à hauteur de 366 827,00 €.

Soit une distribution de dividendes d'un montant global de 1 839 677,00 € (sur la base d'un nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2011 égal à 1 839 677)

Le montant global des dividendes non versés des actions détenues par la société DELTA PLUS GROUP au moment de la mise en paiement sera affecté au compte « Report à Nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le montant qui sera le cas échéant distribué aux actionnaires personnes physiques est intégralement éligible à l'abattement de 40 % édicté par l'article 158 du Code Général des Impôts.

IV. Dépenses non deductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code Général des Impôts, nous vous informons que les comptes sociaux de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions du point 4 de l'article 39 du même Code, à savoir des amortissements non déductibles pour un montant de 12 634,00 €.

V. Approbation des Comptes Consolidés au 31 décembre 2011

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes consolidés tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un Résultat Net Consolidé Part du Groupe de 6 333 K€.

VI. Rappel des dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à chaque action à titre de dividendes pour les trois (3) exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice social	Dividendes	Abattement (article 158 du CGI)	Montant éligible à l'Abattement
31/12/2010	0,80 €	40 %	NC
31/12/2009	0,70 €	40 %	NC
31/12/2008	1,10 €	40 %	NC



VII. Identité des titulaires identifiés de participations

Nombre total d'actions au 31 mars 2012 : 1 839 677 (dont 1 285 920 actions nominatives).

	Nombre de Titres	Quote Parts actions	Droit de vote simple	Droit de vote double	Total Droits de vote	Quote Parts droits de vote
Actions Nominatives						
JBP SAS	773 796	42,1 %	26 786	1 494 020	1 520 806	51,9%
Ivo BOSCARDIN	242 448	13,2 %	-	484 896	484 896	16,6 %
Famille BENOIT	136 797	7,4 %	1	273 592	273 593	9,3 %
NEM INVEST	100 000	5,4 %	100 000		100 000	3,4 %
Nominatifs - Autres	32 879	1,8 %	6 004	53 750	59 754	2,0 %
Total Actions Nominatives	1 285 920	69,9 %			2 439 049	83,2 %
Auto Détention	59 727	3,3 %				
Public	494 030	26,8 %	494 030		494 030	16,8 %
TOTAL	1 839 677	100 %	626 821	2 306 258	2 933 079	100 %

VIII. Part du capital détenue par les Sociétés contrôlées

Les sociétés que nous contrôlons ne détiennent aucune part de notre capital.

IX. Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de Commerce, nous vous informons que les salariés de la société ne détiennent au 31 décembre 2011 aucun titre de capital de la société dans le cadre d'un plan d'épargne entreprise, de fonds communs de placement d'entreprise ou des périodes d'incessibilité prévues par ledit article.

X. Options d'achat et de souscription d'actions

Conformément à l'article L.225-184 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des options de souscription d'actions et d'options d'achat d'actions émises, consenties ou exercées dans un rapport spécial joint au présent rapport.

XI. Attribution d'actions gratuites

Conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 alinéa 1 du Code de commerce, nous vous communiquons dans un rapport spécial joint au présent rapport, les informations relatives aux attributions gratuites d'actions effectuées au profit des mandataires et/ou salariés de notre société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

XII. Obligations à bons de souscription d'actions remboursables

Nous vous rappelons que suivant délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 juin 2005, il a été décidé de procéder à un emprunt obligataire d'un montant de 7 M€ par voie d'émission de



30 687 Obligations à Bons de Souscription d'Actions Remboursables (ci-après désignées par « OBSAR ») aux fins :

- Dans un premier temps, de pérenniser une dette financière du montant correspondant, permettant ainsi de financer la hausse du Besoin en Fonds de Roulement liée à la croissance prévisible de l'activité du Groupe DELTA PLUS au cours des prochains exercices,
- A terme, de renforcer les fonds propres du Groupe DELTA PLUS afin de rééquilibrer le ratio d'endettement et être ainsi en mesure de faire face à un développement ultérieur.

Conformément aux termes du Prospectus afférent à cette opération, les Obligations ont été souscrites en quasi-totalité par quatre (4) établissements bancaires ayant accepté de participer à cette opération, à savoir :

- CIC Lyonnaise de Banque,
- LCL (anciennement le Crédit Lyonnais),
- Monte Paschi Banque,
- Banque Populaire

Les BSAR attachés aux Obligations souscrites par lesdits établissements bancaires ont été revendus aux actionnaires de la société DELTA PLUS GROUP.

Depuis le 4 juillet 2005, les Obligations et les BSAR sont admis aux négociations sur Marché Eurolist d'Euronext Paris SA, indépendamment des actions DELTA PLUS GROUP.

À chaque Obligation étaient attachés 10 BSAR, soit un total de 306 870 BSAR, étant précisé qu'un (1) BSAR permet de souscrire une (1) nouvelle action DELTA PLUS GROUP, d'une valeur nominale de 2 €, au prix unitaire de 23,00 € et ceci, entre le 1^{er} juillet 2005 et le 31 décembre 2011.

Nous vous rappelons que les assemblées générales des porteurs de BSAR et des actionnaires de la Société réunies le 18 juin 2010 ont approuvé la modification de la date d'expiration de la période d'exercice des BSAR initialement prévue le 29 juin 2010 pour la reporter au 31 décembre 2011, dans les conditions suivantes :

- Sous réserve des stipulations relatives au remboursement anticipé des BSAR au gré de l'émetteur et à la suspension de l'exercice des BSAR, les BSAR pourront être exercés à tout moment à compter de la date de la souscription des OBSAR jusqu'au 31 décembre 2011.
- Les BSAR qui n'auront pas été exercés au plus tard au 31 décembre 2011, deviendront caducs, sous réserve de la faculté accordée aux porteurs de BSAR de demander à la société DELTA PLUS GROUP le remboursement des BSAR non exercés pendant une période de deux (2) mois à compter de l'expiration de la période d'exercice des BSAR, au prix unitaire de 0,01 euro. À défaut d'une telle demande dans le délai imparti, les BSAR perdront toute valeur et seront immédiatement annulés.

Nous vous informons :

- que sur l'exercice 2006 : 28 460 BSAR étaient exercés, les actions nouvelles correspondantes portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 2006,
- que sur l'exercice 2007 : 179 717 BSAR étaient exercés, les actions nouvelles correspondantes portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 2007,
- que sur l'exercice 2008 : 9 946 BSAR étaient exercés, les actions nouvelles correspondantes portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 2008,
- que sur l'exercice 2009 : 3 727 BSAR étaient exercés, les actions nouvelles correspondantes portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 2009,
- que sur l'exercice 2010 : 5 090 BSAR étaient exercés, les actions nouvelles correspondantes portant jouissance à compter du 1^{er} janvier 2010,



XV. Risques encourus en cas de variation des taux d'intérêt, des taux de change ou des cours de bourse

La société DELTA PLUS GROUP réduit ses risques de change, dus essentiellement aux variations de la parité euro / dollar, en couvrant la quasi-totalité des achats libellés en devises.

Le montant des couvertures à terme en dollars non échues au 31 décembre 2011 s'élevait à 6 000 K USD pour un taux moyen de 1,35059 euro / dollar. Le terme des couvertures non échues à la clôture s'étale du 5 janvier 2012 au 22 mars 2012.

La couverture sur la Livre Sterling n'est pas significative.

XVI. Opérations réalisées par la Société sur ses propres actions

En application de l'article L.225-209 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des opérations réalisées par la société DELTA PLUS GROUP sur ses propres actions.

Nous vous rappelons que suivant délibérations en date du 20 juin 2011, il a été décidé d'autoriser le Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit (18) mois, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à faire acheter par la société ses propres actions dans les conditions suivantes :

- Pourcentage maximum d'actions pouvant être acquises : 10 % des actions
- Nombre maximal d'actions pouvant être acquises : 183 366 actions
- Prix d'achat global maximum : 6 417 810 €
- Prix d'achat unitaire maximum : 35 €
- Prix de vente unitaire minimum : 10 €

Sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société.

Les actions propres détenues par la société ont été utilisées essentiellement aux fins de couvrir les options d'achat d'actions consenties aux salariés et mandataires sociaux (à hauteur de 8 000 actions) et aux fins de régularisation du cours de bourse.

La société détenait, au 31 décembre 2011, 60 111 actions DELTA PLUS GROUP, d'une valeur nominale de 2 €, représentant 3,3% de son capital social. La valeur moyenne du cours d'achat de ces actions s'élève à 31,10 €.

XVII. Délégations de pouvoir consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital

Conformément à l'article L.225-129-5 du Code de Commerce, nous vous communiquons un rapport complémentaire (ci-joint) concernant les délégations de pouvoirs ou de compétence en matière d'augmentation de capital et l'utilisation qui en a été faite au cours de l'exercice écoulé.

XVIII. Autorisation de la Société de racheter en bourse et d'annuler ses propres actions

Nous vous invitons à autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à faire acheter par la société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce et dans les conditions et les limites proposées dans le texte des projets de résolutions joint au présent rapport.

Le pourcentage maximum d'actions qui pourrait être détenu serait fixé à 10 % des actions composant le capital social de la société.

Le Conseil d'Administration serait également autorisé à procéder à l'annulation de tout ou partie des actions propres détenues par la société, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois.

Ces autorisations seraient consenties pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée et se substitueraient à celles octroyées par l'Assemblée Générale du 20 juin 2011.

Le Conseil d'Administration informerait le cas échéant les actionnaires de toutes les opérations réalisées en application desdites autorisations lors de l'Assemblée Générale Annuelle.

XIX. Attribution de jetons de présence aux membres du conseil d'administration

Enfin, vous aurez à vous prononcer sur l'attribution de jetons de présence à votre Conseil d'Administration.

XX. Conclusion

En conclusion, nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre Conseil d'Administration quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Le Conseil d'Administration





ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION



Liste des annexes

- Annexe 1 :** Liste des sociétés consolidées ainsi que les modifications du périmètre de consolidation intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Annexe 2 :** Liste des mandats ou fonctions exercées dans toute société, durant l'exercice écoulé, par chacun des mandataires sociaux (Article L.225-102-1 du Code de Commerce).
- Annexe 3 :** Rémunération des mandataires sociaux et liste des engagements de toute nature pris par la société à leur bénéfice (Article L.225-102-1 du Code de Commerce).
- Annexe 4 :** Tableau des résultats financiers (et autres éléments caractéristiques) des cinq (5) derniers exercices.
- Annexe 5 :** Texte des résolutions proposées à l'Assemblée Générale Annuelle.
- Annexe 6 :** Responsabilité sociale et environnementale.

Liste des rapports

- Rapport Spécial du Conseil d'Administration sur les options de souscription et d'achat d'actions (Article L.225-184 du Code de Commerce).
 - Rapport Spécial du Conseil d'Administration sur les attributions gratuites d'actions (Article L.225-197-4 du Code de Commerce).
 - Rapport Complémentaire du Conseil d'Administration sur les délégations de pouvoir consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital (Article L.225-129-5 du Code de Commerce).
 - Rapport Spécial du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la société (Article L.225-37, alinéa 6 du Code de Commerce).
-
- Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
 - Montant global certifié exact par les Commissaires aux Comptes des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées.
 - Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011.
 - Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce.
 - Rapport des Commissaires aux Comptes visé à l'article L.225-235 du Code de Commerce sur le Rapport du Président du Conseil d'Administration concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.
 - Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes visé à l'article L.225-209, alinéa 7 du Code de Commerce.



Annexe 1 - Évolution du périmètre de consolidation

Informations relatives au périmètre de consolidation

Sociétés consolidées	% de détention	
	décembre 2011	décembre 2010
En intégration globale :		
ALLSAFE (FZE)	100 %	100 %
DELTA PLUS CESKA REPUBLIKA S.r.o	100 %	100 %
DELTA PLUS CROATIA d.o.o	100 %	100 %
DELTA PLUS E SA	100 %	100 %
DELTA PLUS HELLAS SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS INDIA PVT LTD	100 %	100 %
DELTA PLUS MAGYARORSZAG Kft	97 %	97 %
DELTA PLUS MIDDLE EAST (FZE)	100 %	100 %
DELTA PLUS PERU SAC	100 %	100 %
DELTA PLUS POLSKA SP zo.o	100 %	100 %
DELTA PLUS ROMANIA SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS SAS	100 %	100 %
DELTA PLUS SERVICES SAS	100 %	-
DELTA PLUS SICUREX SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS SLOVENSKO S.r.o.	100 %	100 %
DELTA PLUS UK LIMITED	100 %	100 %
DELTA PLUS UKRAINA SARL	100 %	100 %
DELTAL SAFETY SHOES LTD	100 %	100 %
DEWEER SECURITY SA	100 %	100 %
DPG TRAINING SAS	75 %	75 %
DP PORTUGAL LDA	100 %	100 %
ESLINGAR SA	100 %	-
FINANCIERE VIRGINIA LIMITED	100 %	100 %
FROMENT EURL	100 %	100 %
LH SAFETY LTD	100 %	100 %
NUEVA SIBOL SLU	100 %	100 %
OCTOPLUS SPAIN SL	100 %	100 %
PROTIMPORT SARL	100 %	100 %
SEMALL LTD	100 %	100 %
SUZHOU DELTA PLUS PERSONAL PROTECTION CO. LTD	-	100 %
WORKSTORE SARL	100 %	100 %
WUJIANG PINGWANG PRIVATE INDUSTRIAL TRADING	100 %	100 %
DELTA PLUS CHINA CO. LTD	100 %	100 %

Modifications du périmètre et autres informations

Sociétés entrées dans le périmètre :

- ESLINGAR SA
- DELTA PLUS SERVICES SAS

Sociétés sorties du périmètre :

- SUZHOU DELTA PLUS PERSONAL PROTECTION Co. LTD

• Variation du pourcentage d'intérêt :

- Néant

Filiales exclues du périmètre, malgré une participation supérieure à 10 %

Titres (K euros)		
DELTA PLUS BULGARIE	2	Société inactive
DELTA PLUS POLSKA SERWIS	1	Société inactive

La consolidation de ces Sociétés représente un intérêt négligeable.





Annexe 2 - Liste des mandats

(Article L. 225-102-1 du Code de Commerce)

Administrateur	Dénomination sociale de la Société	Mandat social
Jérôme BENOIT		
	Protimport SARL	Gérant
	Financière J5 SARL	Gérant
	Workstore SARL	Gérant
	BJG SCI	Co-Gérant
	JBP SAS	Directeur Général
	Delta Plus Ceska Republika SRO	Gérant
	Delta Plus Croatia d.o.o	Administrateur
	Delta Plus Hellas SARL	Gérant
	Delta Plus Magyarország K.ft	Gérant
	Delta Plus Polska sp.z.o.o.	Administrateur
	Delta Plus Polska Serwis sp.z.o.o.	Administrateur
	Delta Plus Romania SRL	Administrateur
	Delta Plus Slovensko s.r.o	Gérant
	Delta Plus Ukraïna	Administrateur
	Deweer Security SA	Administrateur délégué
	Delta Plus (U.K) Ltd.	Directeur
	Financière Virginia Ltd	Directeur
	LH Safety Limited	Directeur
	Delta Plus-E SAU	Gérant
	DP Portugal LDA	Gérant
	Nueva Sibol SLU	Administrateur
	Delta Plus Perù SAC	Président
	Eslingar SA	Directeur
	Deltmall Safety Shoes Ltd	Administrateur
	Delta Plus India Private Ltd	Administrateur
	Semall Impex Ltd	Administrateur
	Allsafe FZE	Président
	Delta Plus Middle East FZE	Président
	Delta Plus China Co. Ltd	Administrateur
	Wujiang Pingwang Private Industrial Trading Co. Ltd	Administrateur
	Wujiang Sino-European Industrial Park Co. Ltd	Administrateur
	Wujiang Apt Enterprise Management Service Co. Ltd	Administrateur

Dirigeant	Dénomination sociale de la Société	Mandat social
JBP		
	DELTA PLUS GROUP	Administrateur
	BPI SAS	Présidente
	DELTA PLUS SA	Présidente
	DELTA PLUS SERVICES SAS	Présidente
Ivo BOSCARDIN		
	DELTA PLUS GROUP SA	Administrateur & Directeur Général Délégué
	DELTA PLUS PÉROU	Administrateur
	NUEVA SIBOL SLU	Administrateur
	DELTA PLUS SICUREX SRL	Gérante
	WUJIANG SINO-EUROPEAN INDUSTRIAL PARK CO LTD	Administrateur
NEM INVEST		
	DELTA PLUS GROUP SA	Administrateur
	TECHNOFLEX	Membre du conseil de surveillance
	SOLUTIONS 30	Membre du conseil de surveillance
	HIOLES INDUSTRIES	Membre du conseil de surveillance
	QUANTEL	Membre du conseil de surveillance (jusqu'en septembre 2011)
Bruno MATHIEU		
	DELTA PLUS GROUP SA	Administrateur
	BALMORAL CAPITAL LIMITED	Administrateur
Pierre GRADENIGO		
	DELTA PLUS GROUP SA	Administrateur
	STIPA	Président
	HPG	Président
	DISTRIMART SA	Administrateur



Annexe 3 - Tableaux de rémunération

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social

	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N	Exercice N-1	Exercice N
	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011
Nom et fonction du dirigeant Mandataire Social	Mr Benoit Jacques, Président Directeur Général (jusqu'au 27 01 2011)		Mr Benoit Jérôme, Président Directeur General (PDG à compter du 30 mars 2011 et précédemment Directeur général délégué)		M. BOSCARDIN, Directeur Général délégué	
Rémunérations dues au titre de l'exercice	206 975,41 €	13 242,34 €	92 000,00 €	184 580,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-	120 000,00 €	-	-	-
TOTAL	206 975,41 €	13 242,34 €	212 000,00 €	184 580,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque mandataire social

Mr Benoit Jacques, Président Directeur Général (jusqu'au 27 01 2011)	Exercice N-1 31/12/2010		Exercice N 31/12/2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe (1) (2)	206 975,41 €	206 975,41 €	13 242,34 €	13 242,34 €
Rémunération variable	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantage en nature	voiture de fonction, défraiement de repas		voiture de fonction, défraiement de repas	
TOTAL	206 975,41 €	206 975,41 €	13 242,34 €	13 242,34 €
Mr Benoit Jérôme, Directeur Général Délégué, puis Président Directeur Général à compter du 30 mars 2011	Exercice N-1 31/12/2010		Exercice N 31/12/2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	76 000,00 €	76 000,00 €	134 580,00 €	134 580,00 €
Rémunération variable	16 000,00 €	16 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantage en nature	voiture de fonction, défraiement de repas		voiture de fonction, défraiement de repas	
TOTAL	92 000,00 €	92 000,00 €	184 580,00 €	184 580,00 €
M. BOSCARDIN, Directeur Général délégué	Exercice N-1 31/12/2010		Exercice N 31/12/2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe (3)	249 000,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €
Rémunération variable	-	-	-	-
Jetons de présence	-	-	-	-
Avantage en nature	aucun avantage		aucun avantage	
TOTAL	249 000,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €	249 000,00 €

(1) Une partie de la rémunération fixe est payée via la Holding JBP. (2) Mr Jacques BENOIT a par ailleurs perçu en 2010-2011, des indemnités de prévoyance dans le cas de son arrêt maladie. (3) La partie fixe de la rémunération est payée via la Filiale DELTA PLUS SICUREX

M. GIRARDIN, Administrateur, Représentant Permanent de la Société NEM INVEST	Exercice N-1		Exercice N	
	31/12/2010		31/12/2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	-	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-	-
Jetons de présence	3 000,00 €	3 000,00 €	5 250,00 €	5 250,00 €
Avantage en nature	aucun avantage		aucun avantage	
TOTAL	3 000,00 €	3 000,00 €	5 250,00 €	5 250,00 €

M. MATHIEU, Administrateur	Exercice N-1		Exercice N	
	31/12/2010		31/12/2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	-	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-	-
Jetons de présence	3 000,00 €	3 000,00 €	5 250,00 €	5 250,00 €
Avantage en nature	aucun avantage		aucun avantage	
TOTAL	3 000,00 €	3 000,00 €	5 250,00 €	5 250,00 €

M. GRADENIGO, Administrateur	Exercice N-1		Exercice N	
	31/12/2010		31/12/2011	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	-	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-	-
Jetons de présence	3 000,00 €	3 000,00 €	5 250,00 €	5 250,00 €
Avantage en nature	aucun avantage		aucun avantage	
TOTAL	3 000,00 €	3 000,00 €	5 250,00 €	5 250,00 €

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute Société du Groupe

Il n'y a pas eu d'attributions de stock-options et actions gratuites au bénéfice des dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice social.2011.

Dirigeant Mandataires Sociaux	Contrat de Travail		Régime de retraite supplémentaire	
	Oui	Non	Oui	Non
Mr Benoit Jérôme, Président Directeur Général 1 ^{er} Nomination le 10/06/2010 (Nomination aux fonctions de Directeur Général Délégué) Fin Mandat Lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31/12/2014		x		x
Mr Boscardin Ivo, Directeur Général délégué 1 ^{er} Nomination le 21/08/1989 Fin Mandat lors de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 30/06/2012		x		x



Annexe 4 - Tableau des résultats financiers (et autres éléments caractéristiques) des cinq (5) derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011
Capital en fin d'exercice					
Capital social	3 629 804	3 649 696	3 657 150	3 667 330	3 679 354
Nombre des actions ordinaires existantes	1 814 902	1 824 848	1 828 575	1 833 665	1 839 677
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions futures à créer	-	-	-	-	-
Par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
Par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'Affaires hors taxe	1 881 933	1 885 291	2 990 165	3 496 332	3 760 590
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 604 529	3 105 401	4 631 361	6 776 404	4 108 647
Impôts sur les bénéfices	- 363 362	- 686 830	- 810 559	- 361 280	-786 400
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 996 784	4 213 338	4 331 962	7 755 372	1 474 053
Résultat distribué	1 149 638	1 814 902	2 007 332	1 282 984	1 470 704
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotation aux amortissements et provisions	1,63	2,08	2,97	3,89	2,66
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1,10	2,31	2,36	4,23	0 80
Dividende attribué à chaque action ordinaire	1,00	1,10	0,70	0,80	0 80
Dividende attribué à chaque action prioritaire	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3	3	3	5	5
Montant de la masse salariale de l'exercice	749 072	770 977	543 408	1 436 570	1 061 121
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales...)	257 053	279 871	145 247	388 917	408 708



Annexe 5 - Texte des résolutions

Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 15 juin 2012

Ordre du jour

Assemblée à caractère ordinaire

- Examen du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et sur les comptes consolidés.
- Examen du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Examen des Rapports Spéciaux du Conseil d'Administration visés aux articles L. 225-184, L. 225-197-4 et L. 225-129-5 du Code de Commerce.
- Examen du Rapport Spécial du Président du Conseil d'Administration visé à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce.
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Quitus aux administrateurs.
- Affectation du résultat.
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Fixation des jetons de présence attribués aux membres du conseil d'administration.
- Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions.

Assemblée à caractère extraordinaire

- Examen du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes visé à l'article L. 225-209 alinéa 7 du Code de Commerce.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'annulation des actions propres détenues par la société.

Textes des projets de résolutions

Première résolution

(résolution à caractère ordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2011 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant ressortir un bénéfice de 1 474 053,00 €.

Conformément aux dispositions de l'article 223 du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code pour un montant de 12 634,00 €.



Deuxième résolution (résolution à caractère ordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés du Groupe DELTA PLUS arrêtés à la date du 31 décembre 2011 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces Rapports, faisant apparaître un résultat net consolidé de 6 333 K€ dont un résultat net part du Groupe de 6 333 K€.

Troisième résolution (résolution à caractère ordinaire)

L'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus entier et sans réserves de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Quatrième résolution (résolution à caractère ordinaire)

L'Assemblée Générale décide de distribuer un dividende d'un montant de 1,00 € par action et d'affecter ainsi le bénéfice de 1 474 053,00 € de la manière suivante :

- Réserve Légale : 1 203,00 €
- Distribution de dividendes, pour le solde, soit : 1 472 850,00 €

Majorée d'une quote-part du Report à Nouveau bénéficiaire antérieur à hauteur de 366 827,00 €.

Soit une distribution de dividendes d'un montant global de 1 839 677 € (sur la base d'un nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2011 égal à 1 839 677 €).

Etant précisé que le montant global des dividendes non versés des actions détenues par la société DELTA PLUS GROUP au moment de la mise en paiement sera affecté au compte « Report à Nouveau ».

Le dividende distribué sera mis en paiement à l'issue de l'Assemblée dans les délais légaux.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que le montant qui sera le cas échéant distribué aux actionnaires personnes physiques est intégralement éligible à l'abattement de 40 % édicté par l'article 158 du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à chaque action à titre de dividendes pour les trois (3) exercices précédents ont été les suivantes :

Exercice social	Dividendes	Abattement	Montant éligible à l'abattement
31/12/2010	0,80 €	40 %	NC
31/12/2009	0,70 €	40 %	NC
31/12/2008	1,10 €	40 %	NC

Cinquième résolution (résolution à caractère ordinaire)

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions relevant des articles L.225-38 et suivants du Code de Commerce, prend acte des conclusions dudit Rapport Spécial et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Sixième résolution

(résolution à caractère ordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport du Conseil d'Administration, décide de fixer à 30 000 € le montant global des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice en cours.

Septième résolution

(résolution à caractère ordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à faire acheter par la société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce, du Règlement Européen n° 2273/2003 en date du 22 décembre 2003 entré en vigueur le 13 octobre 2004, des articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'AMF, de l'instruction AMF 2005-06 en date du 22 février 2005 et des décisions AMF en date du 22 mars 2005 et ceci, dans les conditions suivantes :

- | | |
|---|------------------|
| • Pourcentage maximum d'actions pouvant être acquises : | 10 % des actions |
| • Nombre maximal d'actions pouvant être acquises : | 183 967 actions |
| • Prix d'achat global maximum : | 6 438 845 € |
| • Prix d'achat unitaire maximum : | 35 € |
| • Prix de vente unitaire minimum : | 10 € |

Sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la société.

Cette autorisation est donnée pour permettre à la société de procéder, par ordre de priorité décroissant, à :

- l'attribution d'actions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, à des salariés et/ou mandataires sociaux dans le cadre d'un plan d'options d'achat et/ou de souscriptions d'actions, d'attributions gratuites d'actions et/ou d'épargne entreprise ;
- l'animation du marché secondaire ou de la liquidité du titre par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'AFEI (Association Française des Entreprises d'Investissement) reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- l'optimisation de la gestion financière de ses fonds propres ;
- la conservation et la remise ultérieure d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, étant précisé que le nombre d'actions acquises à cette fin ne pourra excéder 5% du nombre d'actions composant le capital social ;
- l'annulation d'actions, sous réserve de l'adoption de la résolution à caractère extraordinaire suivante ;
- l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres ;
- plus généralement, la réalisation de toute opération admise en tant que pratique de marché par la législation et la réglementation en vigueur et/ou par l'AMF.

Les opérations décrites ci-dessus pourront être réalisées par tout moyen, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée et se substitue à celle octroyée par l'Assemblée Générale en date du 20 juin 2011.

Dans ce cadre et sous ces limites, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à l'effet de :



- décider de procéder ou non à la réalisation des opérations décrites ci-dessus,
- établir et publier le(s) descriptif(s) préalable(s) du ou des programme(s) de rachat d'actions propres,
- mettre en œuvre le(s) dit(s) programme(s), et en particulier passer tous ordres de bourse et conclure tout accord en vue de leur réalisation conformément à la réglementation boursière en vigueur,
- effectuer toutes déclarations et d'accomplir toutes formalités y afférentes,
- et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration informera les actionnaires de toutes les opérations réalisées en application de la présente autorisation lors de l'Assemblée Générale annuelle.

Huitième résolution (résolution à caractère extraordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport du Conseil d'Administration et du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes, sous condition suspensive de l'adoption de la résolution précédente, autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'annulation de tout ou partie des actions propres détenues par la société, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée et se substitue à celle octroyée par l'Assemblée Générale en date du 20 juin 2011.

Dans ce cadre et sous ces limites, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de :

- décider de procéder ou non à l'annulation de tout ou partie des actions propres,
- réduire corrélativement le capital social,
- imputer la différence entre la valeur de rachat des actions propres annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix,
- et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

L'Assemblée Générale donne également tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à l'effet de modifier les statuts, effectuer toutes déclarations et accomplir toutes formalités y afférentes.



Annexe 6 - Responsabilité Sociale et Environnementale

Conséquences sociales

L'effectif et son évolution

L'effectif total du Groupe DELTA PLUS est de 1 346 personnes à fin 2011.

L'Europe rassemble moins de la moitié des effectifs contre une part importante affectée dans nos filiales en Asie.

En Europe, la majorité des embauches est faite sous la forme de contrat à durée indéterminée. Le recours au contrat à durée déterminée reste marginal ; il sert à pallier les absences (type longue maladie ou congés maternité) ou les surcroûts ponctuels d'activité.

L'organisation du temps de travail en France

Suite aux accords « 35 h », mis en place depuis 2000, le personnel bénéficie soit de RTT soit d'un aménagement des horaires. Le personnel à temps partiel, très minoritaire, rentre principalement dans le cadre de congés parentaux d'éducation.

Au niveau de la plate-forme logistique d'Apt, afin de pallier l'augmentation de Chiffre d'Affaires en volume et d'optimiser son fonctionnement, les équipes de préparations continuent de travailler sur une base horaire de « 3 x 8 heures ».

Le taux d'absentéisme égal à 4,6% reste proche de l'objectif fixé à 4%. Il est principalement lié aux arrêts maladie (74,3 %), aux congés maternité/paternité (22,45 %) et aux accidents du travail (0,99 %).

Les départs en 2011 sont principalement liés à des départs de collaborateurs, reconfigurations d'organisation, ou déménagement de structures.

Le groupe a eu recours en 2011, pour absorber les hausses d'activité saisonnière à la main-d'œuvre intérimaire et à quelques heures supplémentaires.

Les rémunérations et leur évolution en France

L'évolution des rémunérations est principalement liée aux performances et à l'ancienneté. Les résultats sont mesurés chaque année par rapport aux objectifs fixés dans le cadre d'un entretien individuel d'évaluation.

En application des dispositions du titre IV du Livre IV du Code du Travail, l'accord de participation sur les bénéfices se poursuit.

Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs

Au cours de l'année 2011, un accord sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes a été conclu. Nous avons également effectué la négociation annuelle obligatoire qui a abouti à la conclusion d'un accord.

Concernant les accords sur la pénibilité et ceux relatifs au versement d'une prime sur les dividendes aucun accord n'a été conclu, notre Groupe ne remplissant pas les conditions requises pour la mise en application des dispositions légales.

Les conditions d'hygiène et de sécurité

Le plan d'évaluation des risques, destiné à améliorer les conditions de sécurité au travail, est actualisé régulièrement et se poursuit au sein du Groupe DELTA PLUS. Le suivi est effectué en collaboration avec les membres du Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHSCT). Le taux de gravité des accidents de travail demeure toujours extrêmement limité.



La formation en France

En 2011, c'est 1,17 % de la masse salariale qui a été dépensé pour la formation.

Cet investissement a été essentiellement destiné à développer des compétences cœur de métier (produits et vente) et linguistiques de nos collaborateurs. En effet le contexte international du groupe maintient un besoin de formation et de développement des compétences en langue anglaise en particulier.

L'emploi et l'insertion des travailleurs handicapés

La loi du 10 juillet 1987 oblige les entreprises de 20 salariés ou plus, à employer, dans une proportion de 6 % de leur effectif salarié, des travailleurs handicapés ce qui correspond à 9 salariés pour Delta Plus. Les employeurs peuvent remplir leur obligation d'emploi de plusieurs façons : l'emploi direct, la sous-traitance ou la prestation de services avec le milieu protégé. Dans le groupe, nous accueillons 3 salariés déclarés travailleurs handicapés et avons recours à un CAT (Centre d'Aide par le Travail) tout au long de l'année pour procéder au conditionnement de certains produits.

Par ailleurs, nous sommes en contact et sollicitons les organismes d'accompagnement des travailleurs handicapés en recherche d'emploi pour diffuser nos offres d'emploi en cours. Malheureusement, ces actions n'ont pas été suivies de candidatures.

Les œuvres sociales

En France, le budget accordé au Comité d'Entreprise a été actualisé et renouvelé au profit de ses œuvres sociales.

Pour conclure sur les conséquences sociales, le Groupe s'assure du respect des dispositions des conventions internationales de l'Organisation Internationale du Travail dans l'ensemble de ses filiales présentes dans le monde entier. Avec une politique de recrutement basée sur la priorité donnée à l'embauche de collaborateurs de nationalité locale, le droit du travail local est respecté scrupuleusement. Nous nous sommes particulièrement attachés lors du rachat de certaines entités à ajuster les conditions de travail et le respect de la légalité en vigueur. Nous pouvons donc affirmer que nos collaborateurs sont tous âgés de 18 ans au minimum, ne sont pas soumis à du travail forcé, ne sont pas discriminés et sont rémunérés dans des conditions équitables.

En ce qui concerne nos sous-traitants, la majorité d'entre eux, en particulier nos fournisseurs historiques et principaux, sont signataires d'une charte d'engagement reprenant des critères de responsabilités sociales.



Conséquences environnementales

LA PROTECTION DE L'HOMME, NOTRE MÉTIER.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, NOTRE VOLONTÉ.

Au fil des années, le Groupe Delta Plus a mis en place des méthodes permettant de contrôler les bonnes pratiques environnementales sans perdre de vue son objectif principal : protéger les individus au travail.

Expertise

L'ensemble de nos fournisseurs a adhéré à la charte achat à laquelle sont intégrés les critères liés au développement durable. Aujourd'hui, le Groupe Delta Plus s'efforce à maintenir le respect de cette charte avec tous ses fournisseurs de matières premières, de produits semi-finis et les services généraux.

Lors de l'élaboration ou de la mise en fabrication d'un produit, tous les sites de fabrication doivent respecter un cahier des charges produits qui prend en considération la non utilisation de substances dangereuses.

La chaîne de fabrication de nos produits est ainsi sécurisée.

Parallèlement à cette charte, en tant que concepteur d'EPI, DELTA PLUS implique également ses fournisseurs en amont de la fabrication de ses produits, pour répondre aux exigences de la circulaire REACH dont nos produits respectent déjà les bases du fait de leur conformité à la directive Directive 89/686/CEE du Conseil du 21 décembre 1989 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux équipements de protection individuelle.



Energies renouvelables

La centrale de production d'électricité photovoltaïque sur le site d'APT en France installée en décembre 2009, constituée de 500 m2 de panneaux solaires produits environ 40 000 KWh/an.

6 760KWh/an : consommation moyenne d'une famille française

Fabrication d'une chaussure : 2,35KWh

Fabrication d'un casque : 0,29KWh

Gestion du papier

Dans le souci du respect de l'environnement, nos imprimeurs partenaires utilisent du papier PEFC (Pan European Forest Certification) qui garantit le suivi, la traçabilité et le contrôle des filières papetières utilisées (gestion durable des forêts, cultures raisonnées,...).

Ils garantissent également l'usage de bonnes pratiques en terme de recyclage de déchets et l'utilisation de produits plus respectueux de l'environnement (encres bio, papier sans chlore,...).

Développement des flux électroniques

Afin de limiter les échanges papier avec nos filiales, nous avons mis en place plusieurs moyens qui permettent la transmission des données par voies électroniques :

- Un **serveur ftp** a été mis en place pour l'envoi de dossier volumineux
 - Un **système INTRANET** permet la diffusion de l'information entre services et filiales du groupe. Ce système mis en place en 2009 est utilisé maintenant par tout le personnel de la société.
 - utilisation du **E-mailing** pour nos actions commerciales
 - Un **site internet** de transmission de fichiers lourds est utilisé pour envoyer des photos à nos clients
- (suppression des CD ROM)**

Tous ces systèmes permettent de **limiter les envois postaux** et par conséquent la **réduction des impressions papier** et les **émissions de CO2** liées au transport.

Nous vous précisons que notre Groupe n'est visé par aucune procédure nécessitant la constitution de provisions ou garanties relatives à des risques environnementaux, ou susceptible de présenter, à terme, une obligation d'indemnisation en matière environnementale.

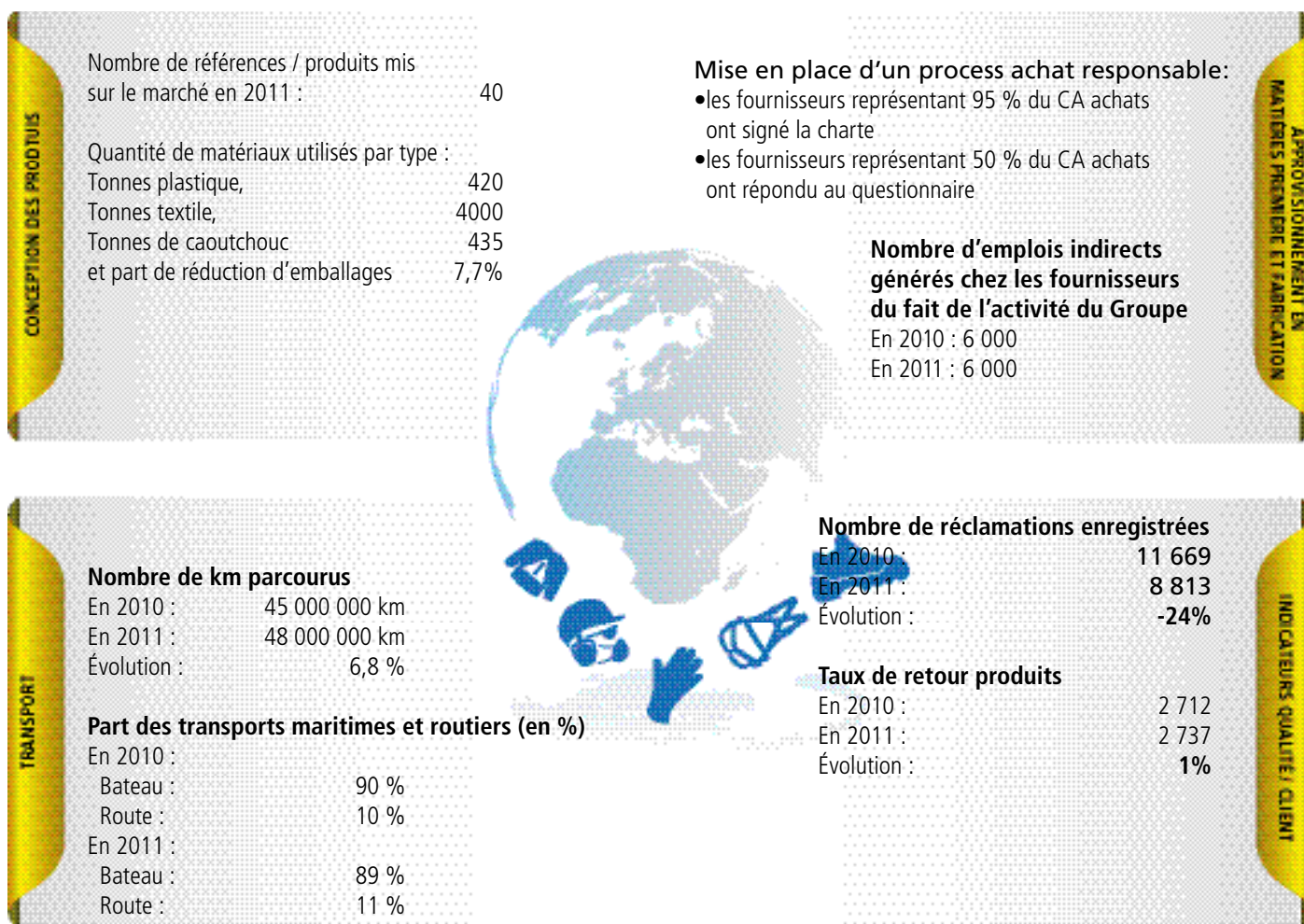
NOS ENGAGEMENTS POUR 2012 :

Maintenir avec nos fournisseurs le respect de la charte achats
Continuer l'optimisation des volumes transportés



Notre Responsabilité Sociale et Environnementale en cycle de vie et en chiffres

Enjeux environnementaux - Enjeux sociaux - Enjeux économiques



Le nombre de réclamations clients est en baisse de -24% grâce à l'amélioration de nos process et concerne surtout des réclamations sans retour de marchandise, puisque le taux de retour produits est stable par rapport à l'année dernière.

Rapport spécial du Conseil d'Administration

Options de souscription et d'achat d'actions

(Article L. 225-184 du Code de Commerce)

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-184 du Code de Commerce, nous vous communiquons aux termes du présent rapport, les informations relatives aux opérations d'options de souscription et/ou achat d'actions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il est rappelé que les options ne peuvent être exercées que si, au jour de leur levée, le bénéficiaire est toujours membre du personnel salarié ou mandataire social de la société DELTA PLUS GROUP, ou d'une société dont 10 % au moins du capital ou des droits sont détenus, directement ou indirectement, par la société. En cas de décès, ses héritiers disposent d'un délai de six (6) mois à compter du décès pour exercer les options.

Un tableau joint en annexe indique :

- le nombre, le prix et les dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'année, par la société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180, à chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé ;
- le nombre et le prix des actions qui, durant l'année, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur les sociétés visées à l'alinéa précédent, par chacun des dix salariés de la société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé ;
- le nombre, les dates d'échéance et le prix des options de souscription d'actions ou d'achat, qui durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la société, ont été consenties à chacun de ces mandataires par la société et par celle qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du code de commerce.

Le Conseil d'Administration

	ÂGE 20/06/2011	
	CA 19/12/2011	
	PRIX	
	22 €	
	DÉLAI D'EXERCICE	
	01/01/2016 - 31/12/2016	
Bénéficiaires	Exercées	Attribuées
A. DESROCHES	-	5 000
J. DESTOPPELEIR	-	3 000
Total tenant compte des ruptures de contrat de travail	-	8 000
Total Options exercées	-	-



Rapport spécial du Conseil d'Administration

Attribution d'actions gratuites

(Article L. 225-197-4 alinéa 1 du Code de Commerce)

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous communiquons aux termes du présent rapport, les informations relatives aux attributions d'actions gratuites effectuées au profit des mandataires et/ou salariés de notre société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il est rappelé que cette attribution gratuite n'a pas pour effet de permettre aux salariés de détenir plus de 10 % du capital social.

Le conseil d'administration du 19 décembre 2011, faisant usage de l'autorisation accordée par l'assemblée générale extraordinaire du 20 juin 2011 dans le cadre des dispositions des articles L.225 197-1 à L.225-197-5 du Code de commerce destinées à encourager l'actionnariat des salariés de la société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce, à l'effet d'attribuer des actions existantes, a décidé à l'unanimité d'attribuer 3 000 actions gratuites existantes de la société DELTA PLUS GROUP d'une valeur nominale de deux (2) euros chacune dans les conditions suivantes :

1. Bénéficiaires

Les 3 000 actions gratuites sont réservées aux personnes suivantes (ci-après les « **Bénéficiaires** ») qui appartiennent aux membres du personnel salarié ou qui sont mandataires de la société et/ou de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-197-2 du Code de Commerce :

Bénéficiaires	Actions gratuites
Alexandre DESROCHES	3 000

2. Période d'acquisition des droits

Le plan d'attribution gratuite d'actions arrêté par le Conseil d'Administration prévoit une période d'acquisition des droits à recevoir les actions d'une durée de deux (2) ans à compter du 19 décembre 2011.

Pendant cette période :

- les Bénéficiaires ne seront pas titulaires des 3 000 actions attribuées et les droits résultant de cette attribution seront incessibles,
- en cas de rupture du mandat social ou du contrat de travail des Bénéficiaires pour quelque cause que ce soit, les Bénéficiaires perdent leur droit à l'attribution gratuite des actions.

3. Droits attachés aux actions attribuées à l'issue de la période d'acquisition

À l'issue de la période d'acquisition, les actions seront définitivement attribuées aux Bénéficiaires qui auront le droit de voter aux assemblées d'actionnaires de la société DELTA PLUS GROUP ou d'y être représentés ainsi que de recevoir des dividendes qui pourraient être mis en distribution, mais ces actions demeureront incessibles et devront être conservées durant une nouvelle période de deux (2) ans.

Le Conseil d'Administration

Rapport complémentaire du Conseil d'Administration. Délégations de pouvoir consenties par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration dans le domaine des augmentations de capital (Article L. 225-129-5 du Code de Commerce)

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.225-129-5 du Code de Commerce, aux termes du présent rapport nous vous informons de l'utilisation qui a été faite sur l'exercice clos le 31 décembre 2011 des délégations de pouvoirs ou de compétence en matière d'augmentation de capital consenties par l'Assemblée Générale.

Nature des délégations consenties	Utilisations éventuelles des dites délégations par le Conseil d'Administration
<p>Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 25 juin 2004 ; Conseil du 30 mai 2005 et Assemblée du 15 juin 2005</p> <p>Emission de 30 687 OBSAR, composées d'obligations assorties de Bons de Souscription d'Actions Remboursables pour un montant nominal total de 7 000 011,57 € avec maintien du droit préférentiel de souscription des Actionnaires : pouvoir donné au Conseil d'Administration de constater la réalisation des augmentations de capital par conversion des BSAR.</p>	<p>Le conseil d'administration réuni en date des 17 mai 2011 et 03 janvier 2012 a constaté l'exercice de 6 012 BSAR en 2011 et l'émission corrélative de 6 012 actions portant le capital social de 3 667 330 € à 3 679 354 €</p>
<p>Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 20 juin 2011</p> <p>Délégation consentie conformément aux dispositions de l'article L.225-129-2 du Code de Commerce, à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires et/ou des valeurs mobilières donnant, immédiatement et/ou à terme, accès au capital de la société et/ou droit à l'attribution de titres de créance, le capital social ne pouvant être augmenté immédiatement et/ou à terme, d'un montant supérieur à 2 000 000 € de valeur nominale, montant auquel s'ajoutera le cas échéant le montant de la valeur nominale des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément à la loi, le montant global d'émission des valeurs mobilières donnant, immédiatement et/ou à terme, accès au capital de la société et/ou droit à l'attribution de titres de créance ne pourra être supérieur à 80 000 000 €.</p> <p>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 20 juin 2011.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délégation en vertu de l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce, à l'effet d'augmenter le capital par voie d'incorporation au capital de primes, réserves ou bénéfices sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, le capital social ne pouvant être augmenté d'un montant supérieur à 2 000 000 € de valeur nominale. <p>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 20 juin 2011.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Délégation en vertu des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du Travail, à l'effet d'augmenter le capital social, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital, par la création et l'émission d'au plus 56 438 actions nouvelles et ce, dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées. <p>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 20 juin 2011</p>	<p>Néant</p>

Le Conseil d'Administration



RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux
du Conseil et sur les procédures de contrôle interne
mises en place par la Société



Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions des articles L.225-37 et L.225-68 du Code de Commerce, ainsi que L.621-18-3 du Code Monétaire et Financier, en ma qualité de Président Directeur Général de la société DELTA PLUS GROUP SA, je vous présente ici le rapport annuel sur les principes de gouvernance mises en œuvre au sein de notre entreprise, ainsi qu'une présentation du système et des procédures de contrôle interne.

I. Le Conseil d'Administration

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

1. Régime juridique

DELTA PLUS GROUP est une société anonyme à Conseil d'Administration. La Société relève du droit français et est soumise aux articles L.225-17 à L.225-56 du code de commerce.

2. Les membres du Conseil

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Conseil d'Administration est donc composé, à ce jour, de six membres, nommés pour six ans, par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires. Notons que notre Société a opté pour le maintien de la formule de l'unicité des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Président Directeur Général.

La composition du Conseil d'Administration est la suivante :

Nom, prénom, âge	Date de la 1 ^{re} nomination	Date échéance du mandat en cours	Fonctions principales dans la Société	Fonctions principales exercées en dehors de la Société	Nombre d'actions détenues dans la Société
Jérôme BENOIT 29 ans	12 juin 2009	AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014	Président Directeur Général	Cf. Annexe 2 – Rapport de gestion	10 001
Brigitte BENOIT 54 ans	20 juin 2011	AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012	Administrateur, Représentant permanent de la Société JBP SAS	Cf. Annexe 2 – Rapport de gestion	773 796
Ivo BOSCARDIN 60 ans	21 août 1989	AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012	Directeur Général Délégué	Cf. Annexe 2 – Rapport de gestion	242 448
Éric GIRARDIN 61 ans	15 juin 2007	AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012	Administrateur, Représentant permanent de la Société NEM INVEST	Président Directoire Nem Partners	100 000
Pierre GRADENIGO 61 ans	15 juin 2007	AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012	Administrateur	Président de STIPA et HPG (SAS)	1
Bruno MATHIEU 52 ans	15 juin 2007	AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2012	Administrateur	Associé Fondateur de Balmoral Capital Limited	1



Les vérifications concernant le cumul des mandats ont été faites auprès des administrateurs concernés à la lumière des récentes évolutions législatives. Aucun d'entre eux ne détient un nombre de mandats excédant les limites visées par la loi.

3. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil

Fonctions du Conseil

Conformément aux statuts de la société, le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans le cadre de sa mission courante, le Conseil d'Administration convoque et fixe l'ordre du jour de l'Assemblée, nomme et révoque le Président et les Directeurs Généraux chargés de la direction de l'entreprise, contrôle leur gestion, arrête les comptes annuels soumis à l'approbation annuelle de l'Assemblée et rend compte de son activité dans le Rapport Annuel.

Dans la cadre des décisions et orientations stratégiques de la société, il examine et décide de la réalisation et des modalités de mise en œuvre des opérations d'importance, éventuellement après étude d'un comité ad hoc.

Enfin, le Conseil prend toutes décisions et donne toutes autorisations à l'effet de :

- cautionner et avaliser les engagements de tous tiers dans les conditions fixées par la loi,
- constituer des garanties à la sûreté des engagements pris, soit par la société, soit par les filiales de la société.

Compte rendu d'activités 2011

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Depuis le début de l'exercice 2011, le Conseil d'Administration s'est réuni notamment :

- pour la nomination du Président Directeur Général,
- pour l'examen des comptes semestriels et pour l'examen des comptes annuels,
- une fois pour examiner la stratégie du Groupe,
- deux fois pour convoquer l'Assemblée Générale des actionnaires,
- deux fois pour mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée Générale dans le cadre de son pouvoir de délégation.

La marche des affaires, les décisions relevant du Conseil, les grands projets sont mis à l'ordre du jour de chaque séance.

Les procès-verbaux ont été réalisés et reportés sur les registres du Conseil par la Direction Juridique du Groupe.



Rémunérations des membres du Conseil d'Administration

Le détail des rémunérations versées aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2011 figure dans l'Annexe 3 du Rapport de Gestion de la société.

Les mandataires sociaux de DELTA PLUS GROUP et de ses filiales ne perçoivent pas de jetons de présence à raison des mandats sociaux qu'ils exercent dans les sociétés du groupe.

Les modalités d'attribution des jetons de présence au bénéfice des administrateurs non salariés sont décidées par l'Assemblée Générale annuelle. Le détail des versements des jetons de présence figure dans l'annexe 3 du Rapport de Gestion de la société.

Les comités spécialisés

Le Conseil est assisté autant que de besoin par trois comités, le Comité Exécutif et le Comité de Direction et le Comité de Rémunération.

Le premier comité, composé des principaux directeurs du groupe, est en charge d'élaborer la stratégie générale à suivre et de fixer les objectifs à atteindre. Celui-ci se réunit 3 fois par an.

Le second comité, composé des responsables fonctionnels et opérationnels du groupe, est en charge de la transmission des décisions stratégiques, de leur mise en œuvre et s'attache à répondre aux difficultés éventuelles rencontrées dans le cadre de l'activité du Groupe. Il se réunit tous les mois au siège de la société.

Le Comité de Rémunération détermine les orientations de la politique salariale appliquée au sein du Groupe et décide des rémunérations et avantages alloués aux cadres et dirigeants du Groupe. Ce Comité se réunit deux fois par an, préalablement à l'application des mesures salariales.

Enfin, quant à la mise en place d'un comité d'audit, le Conseil d'Administration précise qu'il a pris acte des dispositions applicables à la société, prévues à l'article L.823-19 du Code de commerce, relatives à l'obligation de créer un comité d'audit, agissant sous la responsabilité du conseil d'administration, dont la mission est d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. En vertu des dispositions de droit transitoire le dispositif de l'article L.823-19 du Code de commerce est applicable à l'expiration d'un délai de huit mois suivant la clôture du premier exercice au cours duquel un mandat au sein du conseil d'administration vient à échéance, soit le 31 août 2014 pour DELTA PLUS GROUP.

Le Conseil prend en considération les différents éléments pre-exposés et en prévoit l'application et la mise en œuvre en temps voulus.

II. Procédures de contrôle interne mises en place par la Société

1. Système et procédures de contrôle interne

Méthode et objectifs

Compte tenu de l'expansion du groupe, les différents comités mentionnés ci-dessus ont souhaité créer et mettre en place un département Audit et Risques en charge du suivi, du pilotage et de l'animation des systèmes de contrôle interne existant dans l'entreprise.

Rappelons que le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel d'une organisation, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- La réalisation et l'optimisation des opérations,
- La fiabilité des informations financières,



- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

La gestion des risques de l'entreprise se définit ainsi comme un processus mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel d'une organisation, exploité pour l'élaboration de la stratégie et transversal à l'entreprise, destiné à :

- identifier les événements potentiels pouvant affecter l'organisation,
- maîtriser les risques afin qu'ils soient dans les limites du « Risk Appetite » (appétence au risque) de l'organisation,
- fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs de l'organisation.

Les acteurs au sein de notre Société

La Direction Générale – La conception et la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne font partie des attributions de la Direction Générale de la société Delta Plus Group. Cette dernière rend compte au Conseil d'Administration des caractéristiques de ce dispositif.

Le Conseil d'Administration – Les pouvoirs de ce dernier sont utilisés pour faire procéder à toute vérification qu'il juge opportune.

Le Service Audit interne – Ce service a la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne, mais il n'est pas directement impliqué dans sa mise en œuvre au quotidien.

Les collaborateurs – Ils sont en charge du fonctionnement et de la surveillance du dispositif.

les Experts Comptables – Ils peuvent utiliser les travaux réalisés par l'audit interne en tant qu'éléments collectés au titre des assertions qu'il souhaite vérifier.

Ils apprécient notamment :

- l'organisation de l'Audit Interne en termes de planification ;
mise en œuvre et supervision des travaux ;
- la documentation existante, y compris les programmes de travail et autres procédures écrites ;
- si la direction prend en compte les recommandations formulées par l'Audit Interne et si elle met en œuvre des actions pour répondre à ces recommandations ; une solution appropriée a été apportée aux problématiques mises en évidence par les travaux de l'Audit Interne ;
- les rapports ou autres documents de synthèse établis par l'audit interne sont cohérents avec les résultats des travaux réalisés par ce dernier.

Ajouté à la certification sous référentiel ISO 9001 version 2000 et celle de ses principales filiales opérationnelles, Delta Plus Group dispose d'un processus de contrôle interne dont l'objectif principal reste de fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs stratégiques définis par la Direction Générale.

La définition consensuelle d'une cartographie des risques et la mise en place de systèmes de contrôle et de management destinés à réduire leur impact fait partie intégrante des attributions du Comité Stratégique.

Cette politique de contrôle concerne l'ensemble des risques du Groupe, tant opérationnels que financiers.

Le Groupe est composé d'une organisation centrale et de filiales opérationnelles. Un des principes essentiels du Groupe est de privilégier la décentralisation en matière opérationnelle au moins par pays et par métiers, tout en disposant de systèmes d'informations permettant à la holding du Groupe de garantir une information financière de bonne qualité.

La mise en œuvre des procédures

La qualité de l'information financière

DELTA PLUS GROUP a imposé, depuis de nombreuses années, à l'ensemble de ses filiales une rigueur sur la qualité de l'information financière fournie. Ainsi, un reporting financier mensuel établi sur le référentiel comptable du Groupe, assure un contrôle permanent du processus de production de l'information financière, ceci permettant aux deux consolidations annuelles de s'effectuer dans les meilleures conditions.

Les reporting de chaque filiale sont examinés rigoureusement et font l'objet d'un commentaire qui m'est personnellement adressé, rédigé sous la responsabilité du Directeur Financier du Groupe. Les normes comptables utilisées sont les normes françaises. Néanmoins, depuis 2004, la liasse de consolidation a été modifiée pour intégrer les nouvelles contraintes imposées par les normes IFRS. Ce nouvel outil, développé spécifiquement pour nos besoins, a permis au Groupe de renforcer les contrôles sur des points stratégiques tels que, la marge, la trésorerie et les composantes non récurrentes du résultat. L'audit des comptes est assuré par un collège d'auditeurs (internes et externes au siège, dans nos locaux ou à distance). Toutes leurs observations sont réunies sur une note de synthèse qui m'est présentée semestriellement à l'issue de leurs travaux.

Le processus de production de l'information financière

Les processus concourant à la production de l'information financière sont placés sous le contrôle des responsables financiers de chaque filiale.

En parallèle des actions menées par la département Audit et Risques, la société fait appel, pour réaliser des tests supplémentaires sur la qualité de ses procédures, à son cabinet d'expertise comptable habituel, en charge notamment de l'élaboration des comptes consolidés et donc parfaitement informé du fonctionnement du Groupe.

La conformité aux lois et règlements

Cette préoccupation est mise en place dans le cadre d'une politique globale, et notamment dans la lettre de politique générale, applicable à tous nos collaborateurs dans le monde. Les principaux managers du Groupe veillent à son application rigoureuse.

Il s'agit donc ici, d'un objectif majeur pour la société Delta Plus Group qui attache la plus grande importance au respect des lois et règlements qui lui sont applicables, notamment la conformité aux lois et règlements applicables à son secteur d'activité.

C'est pourquoi le Groupe s'est doté d'un Service Juridique dont les objectifs principaux sont le respect des lois et des règlements ainsi que la coordination juridique des filiales du groupe.

De même, dans chaque filiale, un intervenant local valide le respect des lois et des règlements du pays et remonte l'information vers les services concernés par ces conformités.

D'un point de vue comptable et financier, notre département financier prend en charge l'adaptation des états financiers aux contraintes spécifiques de la consolidation.

Conformément à la loi française sur les sociétés commerciales, la certification des comptes consolidés et des comptes sociaux de la société Delta Plus Group est effectuée par deux Commissaires aux Comptes qui procèdent à un examen conjoint de l'ensemble des comptes, des modalités de leur établissement et des procédures de contrôle interne du groupe relatives à l'information financière.



La réalisation optimale des opérations et la prévention des risques opérationnels et financiers

Eu égard à ses implantations géographiques nombreuses, la plupart des risques identifiés découlent de, ou sont en relation directe avec, la défaillance du système d'information reliant les filiales et la société mère DELTA PLUS GROUP.

DELTA PLUS GROUP a développé des méthodes propres, destinées à maîtriser les risques susceptibles d'affecter ses résultats, ses actifs, ses engagements.

Les principales sont les suivantes :

- Une organisation du Groupe autour de filiales autonomes,
- Une communication permanente entre les managers,
- Un reporting financier et commercial systématique,
- Des audits réguliers des filiales par le service en charge de la consolidation,
- Des visites régulières dans chaque filiale par la Direction Générale,
- Une politique d'assurance reposant sur des contrats Groupe,
- Une gestion centralisée de la Trésorerie,
- Un ERP efficient et efficace, implanté sur la quasi-totalité du périmètre du Groupe,
- Un reporting et une analyse récurrente des stocks de chaque entité du Groupe,
- Une efficacité informatique permanente et uniforme par l'utilisation d'outils performants et adaptés pour permettre une communication avec les filiales.

De plus, la réalisation d'une cartographie des risques et la mise en œuvre de systèmes de contrôle ont pour but principal de réduire, voir annihiler l'impact négatif que la survenance d'un événement quel qu'il soit pourrait avoir.

Enfin, Delta Plus Group limite aussi les risques d'opportunités manquées qui pourraient limiter l'atteinte des objectifs stratégiques définis par la Direction Générale du Groupe.

2. Organisation et travaux de l'Audit Interne

Le Groupe s'est doté d'un service d'Audit Interne. Composé de deux personnes, ses objectifs sont les suivants :

- Assister la Direction Générale du Groupe, les Directeurs Groupe et les Managers de Market Units, dans la gestion des Market Unit dont ils ont la charge en leur fournissant des évaluations indépendantes des organisations, des procédures, des systèmes de management et de gestion courante et en particulier la capacité à évaluer correctement les risques clés auxquels leurs fonctions, Market Units sont exposées et la mise en place de procédures opérationnelles et de contrôle efficaces et efficientes.
- S'assurer du déploiement des procédures et règles définies dans le cadre du fonctionnement du Groupe et qui s'appliquent à chacune des unités et fonctions du Groupe.
- Il est en charge de l'animation et du suivi de la mise en place de ces procédures et règles de fonctionnement, de suivi et de gestion définies en collaboration avec les Directions du Groupe.
- Il accompagne les dirigeants pour l'amélioration continue des processus du Groupe, ainsi que pour la maîtrise des risques liés à son image et à sa pérennité.

L'Audit Interne est appelé à intervenir sur l'ensemble de la géographie du Groupe et sur l'ensemble de ses processus opérationnels et fonctionnels.

Organisation

L'Audit Interne est une fonction centralisée au siège du Groupe.

L'Audit Interne rapporte fonctionnellement à la Direction Générale et au Comité d'Audit qui en prend connaissance et valide les missions et les travaux de l'Audit Interne.

Il rapporte hiérarchiquement et administrativement au Président Directeur Général qui fixe le cadre budgétaire et évalue annuellement le responsable de la fonction Audit Interne.

Les principaux types de missions

Trois types de missions :

- **Mission d'assistance** : Activités d'assistance tels que :
 - Déploiement des procédures Groupe,
 - Facilitation de groupes de travail tels que les ateliers d'auto-évaluation des processus,
 - Assistance pour la mise en place de nouvelles organisations et procédures.
- **Audit de Market Unit** : toutes les ressources de la mission sont consacrées à une seule entité dans le but d'évaluer globalement, au travers de quatre à six processus choisis, la qualité des systèmes de management et de gestion de la Market Unit.
La hiérarchie (Direction Générale et Directeurs Fonctionnels du Groupe) constitue le principal client de ces missions.
La mission et sa restitution sont effectuées en collaboration avec le responsable de l'entité audité.
- **Audit de processus** : toutes les ressources de la mission sont concentrées sur l'évaluation d'un seul processus, dans une, deux ou trois Market Unit.

Les principaux enjeux de la fonction Audit Interne tiennent à l'équilibre que tous les membres des équipes d'audit doivent maintenir entre d'une part, un rôle de type «régulier» (contrôles obligatoires, respect des règles, des procédures groupe, des lois, de l'éthique) et d'autre part, un rôle de conseil où les auditeurs doivent faire bénéficier les audités de leur regard externe et de leurs référentiels des bonnes pratiques et des procédures du Groupe.

L'enjeu principal étant de créer un climat sincère de coopération et d'échange, pour entraîner de véritables actions d'amélioration, après le départ des auditeurs.

Compte tenu des différentes structures existantes et du développement de systèmes de contrôle tels que nous avons pu vous le présenter ici, la société Delta Plus Group s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue en terme de gouvernance de notre entreprise.

À APT
Le 2 Avril.2012

M. BENOIT Jérôme
Président du Conseil d'Administration



COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2011

COMPTES CONSOLIDÉS
au 31 décembre 2011



État consolidé de la situation financière

ACTIF (en milliers d'euros)	Note	31/12/2011	31/12/2010
Écarts d'acquisition	6.3	39 906	37 240
Immobilisations incorporelles	6.1	937	1 183
Immobilisations corporelles	6.1	6 633	6 734
Autres actifs financiers	6.4	1 190	1 808
Actifs d'impôts différés	6.16	1 142	1 206
Total des actifs non courants		49 807	48 171
Stocks	6.7	51 973	40 476
Clients	6.8	31 177	30 412
Autres débiteurs	6.8	10 594	14 018
Trésorerie	6.9	7 373	8 641
Total des actifs courants		101 116	93 547
TOTAL ACTIF		150 923	141 718

PASSIF (en milliers d'euros)	Note	31/12/2011	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES			
Capital	6.10	3 679	3 667
Titres d'autocontrôle		-1 869	-1 899
Réserves et résultat consolidés		57 264	51 504
Participations ne donnant pas le contrôle		-4	-5
Total capitaux propres		59 070	53 268
PASSIFS NON COURANTS			
Passifs financiers non courants	6.12	7 995	7 562
Engagements donnés aux Salariés	6.13	407	424
Provisions non courantes	6.14	493	1 906
Total des passifs non courants		8 894	9 892
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer		12 769	14 054
Dettes fiscales et sociales		6 510	5 040
Autres dettes		2 919	5 452
Autres passifs financiers courants	6.12	60 761	54 011
Total des passifs courants		82 959	78 558
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		150 923	141 718



Compte de résultat consolidé (En milliers d'euros)

	Note	31/12/2011	31/12/2010
Chiffres d'affaires	6.17	148 899	133 882
Coût d'achat des marchandises vendues	6.20	-80 168	-70 873
Marge brute		68 731	63 009
Charges variables	6.20	-11 264	-11 488
Charges fixes	6.20	-23 327	-21 755
Charges de personnel	6.21	-22 336	-19 992
Autres produits et charges	6.20	-16	-149
Résultat opérationnel courant		11 787	9 624
Produits opérationnels non courants	6.18	2 188	3 467
Charges opérationnelles non courantes	6.18	- 2516	-5 804
Résultat opérationnel non courant		-328	-2 337
Résultat opérationnel		11 460	7 287
Coût de l'endettement financier brut	6.19	- 2456	- 1 631
Autres charges financières	6.19	- 1 160	- 1 191
Autres produits financiers	6.19	110	463
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		7 953	4 929
Impôt sur le résultat	6.16	- 1 620	- 870
Résultat net des sociétés intégrées		6 333	4 059
Résultat net de l'ensemble consolidé		6 333	4 059
Dont part du groupe		6 333	4 067
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	-8
Résultat net par action	6.22	3,56	2,22
Résultat net dilué par action	6.22	3,56	2,12

État du résultat global consolidé

Résultat net de l'ensemble consolidé	6 333	4 059
Ecart de conversion	588	2 287
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	588	2 287
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	6 922	6 346
Dont part du groupe	6 921	6 354
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	1	-8

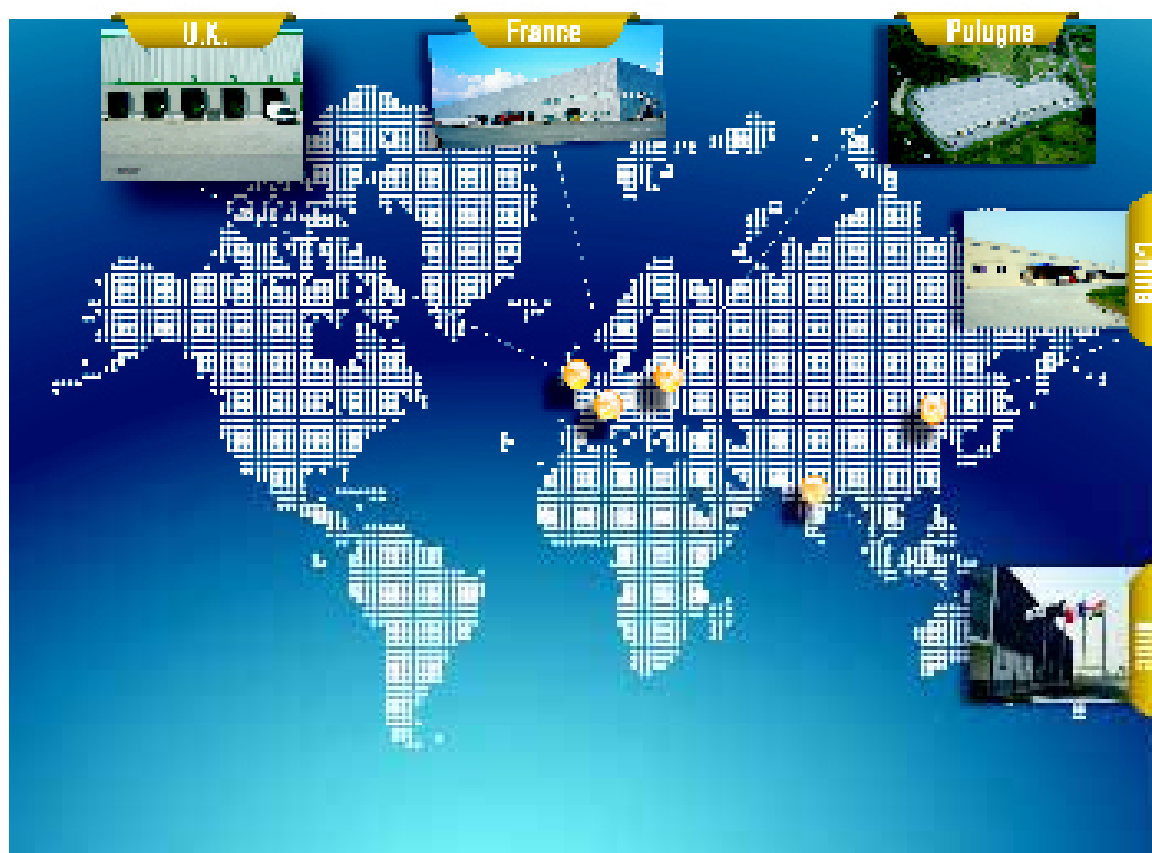
Tableau des flux de trésorerie

	Exercice 31/12/2011	Exercice 31/12/2010
Résultat consolidé part du groupe - Ajustements	6 333	4 059
Elim. des amortissements	2 127	1 881
Elim des provisions	491	1 245
Autres prod.et chges sans incidence trésorerie	-1 348	-1 241
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	7 603	5 945
Elim de la charge (produit d'impôt)	1 620	402
Elim du coût de l'endettement financier net	2 456	679
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	11 676	7 026
Incidence de la variation du B.F.R.	-12 053	-16 073
impôts payés	-1 553	-607
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-1 930	-9 655
Incidence des variations dans le périmètre de consolidation	-3 461	-699
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 986	-1 491
Acquisition d'actifs financiers	-48	-219
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	799	946
Cession d'immobilisations financières	1 467	1 637
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-3 229	175
Augmentation de capital	138	117
Variation dette financière	6 911	13 359
Intérêts financier nets versés	-2 456	-679
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-1 421	-1 241
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	3 198	11 557
Incidence de la variation des taux de change	693	1 489
Variation nette de la trésorerie	-1 268	3 566
Trésorerie à l'ouverture :	8 641	5 075
Trésorerie à la clôture :	7 373	8 641
Contrôle variation trésorerie	-1 268	3 566



Tableau de variation des capitaux propres

En millions d'euros	Capital social	Primes d'admission	Réserves	Actions auto-détenues et assimilés	Différences de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du Groupe	part des participations ne donnant pas le contrôle	Total
Au 31 décembre 2009	3 657	12 692	31 148	-1 859	584	1 566	47 789	1 317	49 106
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	1 566	-	2 287	-1 566	2 287	-	2 287
Résultat 2010	-	-	-	-	-	4 067	4 067	-8	4 059
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	1 566	-	2 287	2 501	6 354	-8	6 346
Augmentation de capital	10	107	1	-	-	-	118	-	118
Stocks options	-	-	-	-	-	-	0	-	0
Dividendes distribués	-	-	-1 241	-	-	-	-1 241	-	-1 241
Variation de l'auto détention	-	-	-	-40	-	-	-40	-	-40
Variation de périmètre	-	-	37	-	-	-	37	-1 313	-1 276
Autres	-	-	255	-	-	-	255	-	255
Au 31 décembre 2010	3 667	12 799	31 766	-1 899	2 871	4 067	53 273	-5	53 268
Affectation du résultat & reclassement	-	-	4 067	-	-	-4 067	0	-	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	588	-	588	-	588
Résultat de 2011	-	-	-	-	-	6 333	6 333	1	6 333
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	4 067	0	588	2 266	6 921	1	6 922
Augmentation de capital	12	126	-	-	-	-	138	-	138
Stocks options	-	-	120	-	-	-	120	-	120
Dividendes distribués	-	-	-1 421	-	-	-	-1 421	-	-1 421
Variation de l'auto détention	-	-	-	29	-	-	29	-	29
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	14	-	-	-	14	-	14
Au 31 décembre 2011	3 679	12 925	34 546	-1 870	3 459	6 333	59 074	-4	59 070



Les plates-formes logistiques du Groupe



ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS



Notes annexes aux Comptes Consolidés

NOTE 1 : Informations générales sur le Groupe

Description de l'activité

DELTA PLUS GROUP est une société anonyme de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C de la Bourse de Paris.

La Société a été créée en 1986. Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2036, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé à APT.

La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AVIGNON sous le numéro 334 631 868.

Le Groupe DELTA PLUS conçoit et distribue une gamme complète d'Équipements de Protection Individuelle (EPI), essentiellement en Europe, mais il se développe de plus en plus dans le reste du monde.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 reflètent la situation comptable de DELTA PLUS GROUP et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Les comptes consolidés de l'exercice 2011 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 2 Avril 2012. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 15 juin 2012.

NOTE 2 : Faits marquants

Croissance externe :

La société ESLINGAR, spécialiste dans la production et la commercialisation de l'antichute en Argentine, a été rachetée le 20 juillet 2011.

Réorganisation :

Le groupe a créé deux sociétés dédiées à la logistique en France et en Pologne.

La société FROMENT a déménagé sur APT, l'activité a été restructurée et centralisée au siège.

NOTE 3 : Synthèse des principales règles et méthodes comptables.

3.1 Base de préparation des états financiers

Les comptes consolidés de l'exercice 2011 sont établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne, d'application obligatoire au 31 décembre 2011, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm et qui, pour le Groupe, ne diffèrent pas des normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB.

Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), les normes comptables internationales (« IAS »), et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1^{er} janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1^{er} janvier 2004 ;



Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés, sauf indication contraire. Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des éléments suivants évalués à la juste valeur :

- les instruments financiers dérivés ;
- les instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Amendements et Interprétations entrant en vigueur en 2011

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2011 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IAS 24 révisée : Informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées ;
- Amendement IAS 32 : Instruments financiers :
Présentation – Classification des droits de souscription émis ;
- IFRS 1 révisée – Exemption d'informations comparatives IFRS 7 pour les premiers adoptants ;
- IFRIC 14 révisée – Paiements anticipés des exigences de financement minimal ;
- IFRIC 19 : Extinction des passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ;
- Amendements portant sur plusieurs normes IFRS issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS de mai 2010.

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes, et autres amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2011 :

- Textes adoptées par l'Union européenne à la date de clôture :
 - Amendement d'IFRS 7 : Informations à fournir Transferts d'actifs financiers, texte publié par l'IASB en octobre 2010 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2011 ;
 - Textes non adoptés par l'Union européenne à la date de clôture :
 - Amendements d'IAS 1 : Présentation des états financiers - Présentation des autres éléments de résultat global, texte publié par l'IASB en juin 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012 ;
 - Amendement d'IAS 12 : Impôt différé - Recouvrement des actifs sous-jacents, texte publié par l'IASB en décembre 2010 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2012 ;
 - Amendements d'IAS 19 : Avantages du personnel, texte publié par l'IASB en juin 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ;
 - Amendements d'IAS 32 – Instruments financiers : présentation – Compensation d'actifs et de passifs financiers, texte publié par l'IASB en décembre 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014 ;
 - Amendements d'IFRS 1 – Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants, texte publié par l'IASB en décembre 2010 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2011 ;
 - Amendements d'IFRS 7 – Information à fournir – Compensation d'actifs et de passifs financiers, texte publié par l'IASB en décembre 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
 - IFRS 9 : Instruments financiers et ses amendements, textes publiés par l'IASB en novembre 2009 et en décembre 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
 - IFRS 10 : États financiers consolidés, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;

- IFRS 11 : Partenariats, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRS 13 : Évaluation à la juste valeur, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IAS 27 révisée : États financiers individuels, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IAS 28 révisée : Participation dans des entreprises associées et des co-entreprises, texte publié par l'IASB en mai 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRIC 20 : Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert, texte publié par l'IASB en novembre 2011 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013

Le groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

3.2 Hypothèses et estimations

La Direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte actuel européen de lente reprise économique et financière, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise passée ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs (tels que les créances clients et les impôts différés actifs et des passifs). En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse que la reprise resterait lente dans le temps en Europe. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

La comptabilisation de certaines provisions, de certains instruments financiers, et l'information fournie au titre des actifs financiers existant à la date de l'établissement des états financiers consolidés, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

3.3 Secteurs opérationnels

Secteurs opérationnels : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges



- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général délégué qui prennent collégalement les décisions stratégiques.

Conformément à la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels», l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe DELTA PLUS. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont les zones géographiques « Europe » et « Hors Europe ».

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition affectables, les stocks, ainsi que les créances clients. Ils n'incluent pas les immobilisations, les impôts différés actifs, les autres actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

3.4 Règles de consolidation

Les entrées et sorties de périmètre de consolidation sont réalisées à la date de prise de contrôle, ou de perte de contrôle.

Les prises de contrôle par acquisitions successives ont été prises en compte pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables sont pris en considération.

Toutes les transactions internes entre sociétés contrôlées (créances, dettes, produits et charges réciproques) sont éliminées en totalité ainsi que les résultats internes. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe détient moins de 50 % du capital et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les hypothèses utilisées pour ces calculs comportent, comme toute estimation, une part d'incertitude et sont donc susceptibles d'être éventuellement ajustées au cours des périodes ultérieures.

Si la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie excède la valeur recouvrable, les actifs de l'unité génératrice de trésorerie sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable. La perte de valeur est imputée en priorité sur l'écart d'acquisition et enregistrée au compte de résultat.

3.5 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la somme des justes valeurs des actifs transférés, des dettes contractées et des parts de capitaux propres émises par l'acquéreur.

Les frais d'acquisition que le Groupe engage pour effectuer un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

À la date de prise de contrôle, les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris dans un regroupement d'entreprise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS.

Pour chaque prise de contrôle, le Groupe décide de reconnaître les participations ne donnant pas le contrôle sur la base de leur juste valeur ou sur la base de leur quote-part d'actif net.

L'excédent entre la juste valeur de la contrepartie transférée, le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise et le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris est comptabilisé comme un écart d'acquisition. Lorsqu'il en résulte une différence négative, elle est comptabilisée immédiatement en résultat.

3.6 Conversion des comptes des filiales exprimés en monnaies étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro. Les filiales ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale. Leurs comptes sont convertis en euros en utilisant la méthode du cours de clôture pour l'ensemble des comptes à l'exception :

- Des capitaux propres qui sont traduits selon la méthode du taux historique,
- Du résultat global qui est converti au cours moyen de change de la période.

Les écarts d'acquisition et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition par une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

Selon IAS 1 révisée, les écarts de conversion sont comptabilisés sur la ligne écarts de conversion de l'Etat du résultat global. Lorsqu'une activité à l'étranger est cédée avec perte de contrôle, pour tout ou partie, la quote-part afférente des écarts de conversion comptabilisés en réserve est transférée en résultat.

Aucune filiale du Groupe n'est située dans un pays à forte inflation.

3.7 Transaction libellées en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges financiers.

3.8 Écarts d'acquisition

Le Groupe évalue les écarts d'acquisition comme étant l'excédent entre :

d'une part, le total de :

- la juste valeur de la contrepartie transférée,
- le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise,
- la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes ;

et

- d'autre part, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.
- Règles spécifiques à la première adoption des IFRS :
 - Conformément aux options offertes par IFRS 1 révisée, le Groupe n'a pas recalculé les écarts d'acquisition sur les acquisitions réalisées avant le 1er janvier 2004, ni l'effet dans l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle des changements de pourcentage d'intérêt.
 - Conformément à IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004



Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « autres charges opérationnelles ». Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

Lors de la cession d'une activité qui faisait partie d'une unité génératrice de trésorerie à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté, le résultat de cession inclut une quote-part de la valeur nette de l'écart d'acquisition relatif à l'activité vendue. Cette quote-part est évaluée sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'activité conservée.

Compte tenu de la taille du groupe, de son activité centralisée et des synergies importantes entre les sites, un calcul par entité juridique n'est pas possible et n'aurait pas de justification économique. L'écart d'acquisition est affecté au secteur opérationnel auquel il bénéficiera.

3.9 Immobilisations incorporelles

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût dès lors que les avantages économiques futurs attribuables à l'immobilisation iront au Groupe et que ce coût a pu être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles comprennent savoir-faire et logiciels. Elles sont amorties par annuités constantes sur une durée de 1 à 5 ans.

3.10 Immobilisations corporelles

Conformément à IAS 16, les immobilisations corporelles sont valorisées au coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur les durées estimées de leur utilisation :

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Constructions	30 à 50 ans
Matériel industriel	5 à 10 ans
Agencements	5 à 15 ans

La charge d'amortissement est comptabilisée en "Charges fixes".

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes. Le coût de remplacement d'un composant d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunt liés au financement des investissements importants, encourus pendant la période de construction, sont considérés comme un élément du coût d'acquisition.

3.11 Impairment test

3.11.1 Ecarts d'acquisition

Le test annuel de perte de valeur est effectué au cours du dernier semestre de chaque année. Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par groupe d'UGT au niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Elle correspond généralement à une zone géographique donnée. L'écart d'acquisition est alloué à un groupe d'UGT ne dépassant pas le niveau du secteur opérationnel (secteur géographique), tel que défini en Note 3.3.

Les valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Conformément à IAS 36, les pertes de valeurs relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur des écarts d'acquisition sont sensibles aux hypothèses retenues en matière d'évolution des prix de vente et des coûts futurs, de développement à long terme des marchés en croissance et d'autres facteurs. Ces évaluations sont également sensibles aux taux d'actualisation et de croissance à l'infini retenus, le Groupe retenant pour chaque secteur un taux d'actualisation spécifique.

3.11.2 Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles amortissables

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession et de sa valeur d'utilité), celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée en "Autres charges opérationnelles".

3.12 Autres actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs selon les catégories suivantes : les prêts et les créances, les actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat et les actifs détenus à des fins de transaction. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition. La Direction détermine la classification lors de la comptabilisation initiale.

- Prêts et créances :

Les prêts et dépôts sont comptabilisés au coût amorti. Le cas échéant, ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable et est comptabilisée en résultat. Une reprise de provision peut être réalisée en cas d'évolution favorable de la valeur recouvrable.

- Actifs financiers disponibles à la vente :

Ceux sont des instruments non dérivés rattachés à cette catégorie ou qui ne sont rattachés à aucune autre catégorie. Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés en actifs financiers disponibles à la vente.

- Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat :



Ceux sont les actifs financiers détenus à des fins de transaction. Les actifs financiers sont classés dans cette catégorie s'ils ont été principalement acquis dans le but d'être revendus à court terme. Les Valeurs mobilières de placements font partie de la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont également désignés comme détenus à des fins de transaction. Les profits et pertes sont comptabilisés en résultat.

- Décomptabilisation des actifs financiers :

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation » est décomptabilisé du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

- Dépréciation des actifs financiers :

Le groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation. Pour les prêts et créances, le montant de la dépréciation correspond à la différence entre sa valeur comptable et la somme des cash-flows attendus actualisée. La perte de valeur sera comptabilisée en résultat. Pour les instruments de capitaux propres classés dans les titres disponibles à la vente, toute diminution importante ou durable de la juste valeur du titre en deçà de son coût est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation de ce titre. Le cumul de la perte est transféré des capitaux propres au résultat.

3.13 Instruments financiers dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés dans le cadre de ses échanges commerciaux en dollars. Le Groupe utilise également des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers de taux variable à taux fixe. Certains instruments financiers dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture, ils sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat. Puis, à chaque clôture, les variations de leur juste valeur seront immédiatement enregistrées au compte de résultat dans le résultat financier sur la ligne « autres ».

3.14 Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût correspond au prix de revient unitaire moyen pondéré. Le coût des produits fabriqués sont valorisés au coût standard moyen pondéré comprenant le coût des matières premières et des charges directes (main d'œuvre, énergie). La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

3.15 Créances et Dettes

Les créances (dettes) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une dépréciation de créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat. Les créances (dettes) dont l'encaissement (décaissement) est attendu dans les 12 mois sont classées en actif (dettes courant).

3.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois.

3.17 Capital

Actions ordinaires

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'options sur actions sont comptabilisés nets d'effets d'impôt en déduction des capitaux propres.

Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère, quel que soit l'objet de leur détention, détenues par la société mère ou l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés nets d'effets d'impôt en capitaux propres.

3.18 Passifs financiers

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le groupe dispose d'un droit inconditionnel d'en différer le règlement au minimum de 12 mois après la date de clôture.

3.19 Impôts

L'impôt sur les sociétés comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou dans l'état du résultat global ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres ou dans l'état du résultat global.

A la suite de l'instauration de la contribution économique territoriale applicable aux filiales françaises dans le cadre de la loi de finance pour 2010, et selon le communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 14 janvier 2010, le Groupe a opté pour la méthode de comptabilisation suivante :

- la part de la C.E.T. relevant de la Contribution Foncière des Entreprises (C.F.E.) est comptabilisée comme une charge opérationnelle ;
- la part de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.) est comptabilisée comme un impôt sur le résultat au sens d'IAS 12, parce que la base imposable est considérée comme étant plus assimilée au résultat net qu'au chiffre d'affaires.

L'impôt différé est déterminé et comptabilisé selon l'approche bilancielle sur toutes les différences entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprise, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.



Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non reconnus sont appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

3.20 Avantages au personnel

- Régimes à cotisations définies :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

- Régimes à prestations définies :

Les estimations des obligations du Groupe au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de cessation de service sont calculées annuellement, par des actuaires indépendants, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice

Le calcul de la dette pour engagements salariaux tient compte de :

- l'âge,
- la catégorie socio-professionnelle,
- l'âge de départ en retraite,
- l'ancienneté au moment du départ à la retraite,
- le salaire brut annuel majoré d'un coefficient de charges patronales.

Elle intègre également d'autres données indispensables spécifiques au groupe :

- la convention collective,
- les hypothèses de progression de salaires,
- le taux de rotation prévisionnel des salariés.

Les gains et les pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles ainsi que les coûts sont comptabilisés immédiatement en résultat.

- Indemnités de fin de contrat de travail :

Des indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite. Le groupe comptabilise en charge les indemnités de fin de contrat de travail en accord avec les lois et réglementations de chaque pays où

il est implanté dès qu'il est engagé sans possibilité réelle de se rétracter.

- Primes

Certains salariés bénéficient de primes contractuelles qui sont versées ou provisionnées à la clôture.

3.21 Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a mis en place des plans qui seront dénoués en instruments de capitaux propres (options de souscription ou d'achat d'actions ainsi qu'actions gratuites). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'instruments de capitaux propres est comptabilisée en charges. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés.

La juste valeur de l'estimation des gains a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

3.22 Provisions non courantes

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation légale ou implicite, résultant d'événements passés, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions comprennent pour l'essentiel des provisions pour litiges et contentieux. Ces provisions sont destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe.

3.23 Chiffre d'affaires

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des retours et de toutes ristournes ou de toutes actions commerciales corrélées aux ventes et après élimination des ventes intra-groupe. Les produits sont comptabilisés à la date où ils peuvent être évalués de façon fiable, où il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe et que les critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités du Groupe décrite ci-après. Le Groupe base ses estimations sur son expérience compte tenu du type de client et de transaction ainsi que des dispositions contractuelles spécifiques.

Les ventes sont enregistrées comme suit :

- le produit des ventes de biens est enregistré à la date à laquelle le Groupe a transféré à l'acheteur, essentiellement des grossistes, l'essentiel des risques et avantages liés à la propriété des biens, n'est plus impliqué dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés, et s'attend à recevoir les avantages économiques liés à la transaction. Compte tenu de la nature des produits, des conditions générales de vente, des incoterms de transport et des polices d'assurance, les ventes sont généralement enregistrés à la date à laquelle les produits quittent les entrepôts du Groupe ;
- le produit des ventes de services est enregistré en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture, lorsque ce degré d'avancement peut être évalué de manière fiable et que les avantages économiques futurs associés à cette transaction iront au Groupe.



3.24 Soldes intermédiaires

Le Groupe présente un sous-total intitulé “Marge brute” et un sous-total intitulé « Résultat opérationnel courant » dans le compte de résultat consolidé.

La marge brute est la différence entre le chiffre d'affaires tel que défini dans la note 3.23 et les charges cumulées d'achats de matières premières et d'achats de marchandises. Cet indicateur permet au Groupe de mesurer l'efficacité de sa politique d'achats. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources. Le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à cet objectif.

Conformément à la recommandation CNC 2009–R03 relative au format des états financiers des entités appliquant les IFRS, le sous-total « Résultat opérationnel courant » exclut du résultat opérationnel les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat opérationnel n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes.

3.25 Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges ou produits d'intérêts sur les emprunts, les autres passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- l'effet de désactualisation des provisions et des créances long-terme ;
- le résultat de change ;
- la perte de valeur constatée au titre des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes et gains réalisés sur instruments dérivés ;
- les variations de valeur des instruments dérivés détenus à des fins de transaction.

3.26 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues au titre d'auto-détention.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de tous les instruments de capitaux propres potentiels dilutifs. Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock-options et les actions gratuites.

3.27 Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la société mère sont comptabilisées en dettes au cours de la période durant laquelle ils sont approuvés par les actionnaires de la société mère.

NOTE 4 : Gestion du risque financier

Le contrôle, la mesure et la supervision des risques financiers sont sous la responsabilité de la Direction Financière du Groupe.

4.1 Risque de marché

4.1.1 Risque de change

Le Groupe exerce une partie de ses activités hors zone euro, il est donc exposé au risque de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US dollars. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan. L'exposition au risque de change comptable des filiales par rapport à leur monnaie fonctionnelle est appréciée par la direction financière du Groupe. Il peut, par exception, ne pas avoir de politique de couverture de change lorsque le marché des changes ne permet pas de couvrir certaines devises ou lorsque des circonstances de marché exceptionnelles le justifient. Les dettes et créances en devises de même nature et de durées équivalentes, font l'objet d'une compensation et seule l'exposition nette est couverte. Le Groupe a pour politique de couvrir entre 70% et 100% des cash-flows futurs anticipés (principalement les achats de stocks et les ventes) dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir. Les couvertures sont, en règle générale, réalisées auprès d'établissements bancaires. Les instruments de couverture utilisés sont pour l'essentiel les contrats de change à terme. Le pilotage du risque de change et sa couverture reposent sur des référentiels internes au Groupe.

4.1.2 Risque de flux de trésorerie et juste valeur de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portants intérêts. Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à taux variable. Les variations de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le résultat futur du Groupe. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe au risque de variation de juste valeur lié à l'évolution des taux d'intérêts. L'objectif de la politique de gestion des taux d'intérêts est de minimiser les coûts de financement tout en protégeant les flux de trésorerie futurs contre une évolution défavorable des taux. A cet effet, le Groupe utilise les divers instruments dérivés disponibles sur le marché (swaps de taux, caps,).

La position de taux est centralisée par devise au niveau de la Direction Financière qui est la seule habilitée à pratiquer des opérations de couverture. Les couvertures de taux d'intérêts sont concentrées sur les principales devises. Les limites de couverture par devise sont fixées en prenant en compte notamment le ratio d'endettement du Groupe. Le Groupe a pour politique de maintenir environ de 20% à 50% de ses emprunts en instruments à taux fixe.

Il existe 3 contrats de couverture de taux d'intérêts au niveau du Groupe :

- 2 contrats de swap de taux sur la société DELTA PLUS pour garantir les frais financiers d'une partie des lignes court terme de la société. Le montant garanti s'élève à 10 M€ avec un taux de référence EURIBOR 3 mois à échéance janvier 2014 et un taux moyen garanti à 2,1825%. Les contrats prévoient une désactivation de la couverture si l'Euribor 3 mois est supérieur à 5%.
- 1 contrat de swap de taux sur la société Delta Plus Group pour garantir une partie de l'emprunt ayant servi à l'achat de la société AllSafe. Le montant garanti s'élève au 31/12/11 à 3 980 K€ avec un taux de référence EURIBOR 3 mois à échéance janvier 2015 et un taux garanti à 2,13%. Le contrat prévoit également une désactivation de la couverture si l'Euribor 3 mois est supérieur à 5%.

Une variation instantanée de +/- 1 % des taux d'intérêt à court terme appliquée aux passifs financiers à taux variable nets de trésorerie aurait un impact maximal, après prise en compte des produits dérivés, estimé à +/- 500K€ sur le résultat consolidé du Groupe avant impôts en 2011.



4.1.3 Risque de prix

Le groupe utilise pour les produits qu'il commercialise des matières dérivées du coton et du pétrole. Il est donc susceptible de subir un risque de fluctuation de prix néanmoins le Groupe ayant la capacité de répercuter ces variations de cours dans ses prix de vente, nous considérons que le risque est couvert.

4.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est géré à l'échelle du Groupe. Il provient de la trésorerie, des instruments financiers dérivés, des dépôts auprès des banques et des expositions de crédit aux clients. La Direction Financière, détermine les délais de paiement maximum et fixe les limites de crédit aux clients à appliquer par les entités opérationnelles. La Direction Financière gère et contrôle l'activité de crédit, les risques et les résultats et est également responsable de la gestion des créances commerciales et de leur recouvrement. Les principales politiques et procédures sont définies au niveau du Groupe et sont pilotées et contrôlées tant au niveau du Groupe qu'au niveau de chaque zone géographique. Un système de tableaux de bord mensuels permet de faire le suivi du crédit.

4.3 Risque de liquidité

La Direction Financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe au meilleur coût. Le financement du Groupe est assuré par le recours aux marchés des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit), des programmes d'émissions de billets de trésorerie et de titrisation de créances commerciales. Le Groupe a aussi négocié des lignes de crédit confirmées affectées en priorité à la couverture de ses échéances à moins d'un an et de ses financements à court terme, et le Groupe conserve une trésorerie de sécurité afin de pouvoir faire face à des besoins de refinancement de la dette à court terme. Nous estimons, compte tenu de nos projections financières actuelles, que nous disposons de ressources suffisantes à la poursuite de nos activités, tant à court terme qu'à long terme. Hors contraintes particulières liées aux spécificités des marchés financiers locaux, les filiales opérationnelles se financent selon des lignes de crédit et emprunts intragroupe pour les besoins à moyen et long terme.

Le pilotage du risque de liquidité repose aussi sur un système de prévision des besoins de financement à court et long terme, basé sur les prévisions d'activité et les plans stratégiques des entités opérationnelles.

Afin d'assurer une politique financière prudente, le Groupe veille à négocier des contrats financiers sans clause de type "covenants".

Néanmoins, dans le cadre de l'emprunt souscrit pour le financement de l'acquisition des titres de la société Allsafe fcz, le 9 janvier 2008, par la société Delta Plus Group, le Groupe s'est engagé à respecter deux ratios financiers définis contractuellement et faisant appel à des termes répondant à des définitions contractuelles spécifiques. Ces ratios calculés sur la base des comptes consolidés sont :

- endettement financier net / situation nette consolidée < 1
- endettement financier net / CAF < 3,5

La dette ne devient exigible que si les deux ratios ne sont pas respectés cumulativement. Au 31/12/2011 seul un des ratios n'était pas respecté, la dette n'a donc pas été reclassée en actif courant. Le solde de l'emprunt s'élève à 5 691K€ M€ au 31 décembre 2011.

4.4 Gestion du risque sur le capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux

autres partenaires et de réduire le coût du capital. Pour préserver ou ajuster la structure de son capital, le Groupe peut ajuster le montant des dividendes versés, émettre de nouvelles actions... Le Groupe suit son capital en contrôlant son ratio d'endettement.

NOTE 5 : Évolution du périmètre

5.1 Informations relatives au périmètre de consolidation

Sociétés consolidées	% de détention	
	12/2011	12/2010
En intégration globale		
ALLSAFE (FZE)	100 %	100 %
DELTA PLUS CESKA REPUBLIKA S.r.o	100 %	100 %
DELTA PLUS CROATIA d.o.o	100 %	100 %
DELTA PLUS E SA	100 %	100 %
DELTA PLUS HELLAS SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS INDIA PVT LTD	100 %	100 %
DELTA PLUS MAGYARORSZAG Kft	97 %	97 %
DELTA PLUS MIDDLE EAST (FZE)	100 %	100 %
DELTA PLUS PERU SAC	100 %	100 %
DELTA PLUS POLSKA SP zo.o	100 %	100 %
DELTA PLUS ROMANIA SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS SAS	100 %	100 %
DELTA PLUS SERVICES	100 %	-
DELTA PLUS SICUREX SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS SLOVENSKO S.r.o.	100 %	100 %
DELTA PLUS UK LIMITED	100 %	100 %
DELTA PLUS UKRAINA SARL	100 %	100 %
DELMAL SAFETY SHOES LTD	100 %	100 %
DEWEER SECURITY SA	100 %	100 %
DPG TRAINING SAS	75 %	75 %
DP PORTUGAL LDA	100 %	100 %
ESLINGAR	100 %	-
FINANCIERE VIRGINIA LIMITED	100 %	100 %
FROMENT EURL	100 %	100 %
LH SAFETY LTD	100 %	100 %
NUEVA SIBOL SLU	100 %	100 %
OCTOPLUS SPAIN SL	100 %	100 %
PROTIMPORT SARL	100 %	100 %
SEMALL LTD	100 %	100 %
SUZHOU DELTA PLUS PERSONAL PROTECTION CO. LTD	-	100 %
WORKSTORE SARL	100 %	100 %
WUJIANG PINGWANG PRIVATE INDUSTRIAL TRADING	100 %	100 %
DELTA PLUS CHINA CO. LTD	100 %	100 %



5.2 Modifications du périmètre et autres informations

- Sociétés entrées dans le périmètre : ESLINGAR / DELTA PLUS SERVICES
- Sociétés sorties du périmètre : SUZHOU DELTA PLUS PERSONAL PROTECTION CO LTD
- Variation du pourcentage d'intérêt : Néant

5.3 Filiales exclues du périmètre, malgré une participation supérieure à 10 %

- DELTA PLUS BULGARIE - Titres (K euros) : 2 société inactive
- DELTA PLUS POLSKA SERWIS - Titres (K euros) : 1 société inactive

La consolidation de ces sociétés représente un intérêt négligeable, leur chiffre d'affaires et leur résultat sont nuls.

NOTE 6 : Commentaires sur le bilan et le compte de résultat

6.1 Acquisitions et Cessions

Valeurs brutes (en milliers d'euros.)

Au 31 décembre 2011, les valeurs brutes des immobilisations se décomposent comme suit :

Immobilisations	01/01/2011	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effets de changes	Autres	31/12/2011
Écart d'acquisition	39 125	2 868	-	-	-	302	42 295
Concessions marques licences	583	-	152	-	-	-	734
Logiciels	3 120	-	336	-3	-2	-312	3 140
Total immob. incorp.	3 702	-	487	-3	-2	-312	3 874
Terrains	80	-	9	-	-	-	90
Constructions	2 001	-	361	-1	-132	-287	1 943
Agenc et autres immob. corp.	13 607	600	1 128	-490	-18	241	15 069
TOTAL IMMOB. CORP.	15 688	600	1 498	-491	-150	-45	17 101

Au 31 décembre 2010 les valeurs brutes des immobilisations se décomposent comme suit :

Immobilisations	01/01/2010	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effets de changes	Autres	31/12/2010
Écart d'acquisition	38 429	696	-	-	-	-	39 125
Concessions marques licences	583	-	-	-	-	-	583
Logiciels	2 632	-	519	-32	1	-	3 120
Total immob. incorp.	3 215	-	519	-32	-	-	3 702
Terrains	41	-	39	-	-	-	80
Constructions	2 095	-	57	-292	141	-	2 001
Agenc et autres immob. corp.	12 854	-	875	-1 058	834	103	13 607
TOTAL IMMOB. CORP.	14 990	-	971	-1 350	974	102	15 688

6.2 Amortissements et dépréciations

(en milliers d'euros.)

Au 31 décembre 2011, les amortissements et dépréciations des immobilisations se décomposent comme suit :

Amortissements et Provisions	01/01/2011	Provisions en début d'exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Effets de changes	Autres	31/12/2011
Écart d'acquisition	1 885	-	-	504	-	-	-	2 389
Concessions marques licences	312	-	-	66	-	-	-	378
Logiciels	1 754	-	-	171	-3	-2	185	2 105
Total immob. incorp.	2 520	-	-	237	-3	-2	185	2 937
Terrains	30	-	-	7	-	-	-	37
Constructions	1 077	-	-	156	-1	-53	-159	1 021
Agenc et autres immob. corp.	7 848	-	265	1 496	-258	-86	146	9 411
Total immob. corp.	8 955	-	265	1 659	-259	-139	-13	10 469

Au 31 décembre 2010 les amortissements et dépréciations des immobilisations se décomposent comme suit :

Amortissements et Provisions	01/01/2010	Provisions en début d'exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Effets de changes	Autres	31/12/2010
Écart d'acquisition	2 193	-	-307	-	-	-	-	1 885
Concessions marques licences	265	-	-	46	-	-	-	312
Logiciels	1 789	-	-	449	-29	-	-	2 208
Total immob. incorp.	2 054	-	-	495	-29	-	-	2 520
Terrains	25	-	-	5	-	-	-	30
Constructions	998	-	-	115	-82	46	-	1 077
Agenc et autres immob. corp.	6 735	-	-	1 267	-682	379	150	7 848
Total immob. corp.	7 758	-	-	1 386	-764	425	150	8 955





6.3 Test de perte de valeur des écarts d'acquisition

La méthodologie appliquée par le Groupe pour effectuer les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition est décrite en note 3.11.

Le tableau ci-dessous résume l'affectation des écarts d'acquisition aux secteurs :

En milliers d'euros

	Montant	Montant
	N-1	N
EUROPE	20 556	20 355
HORS EUROPE	16 683	19 551
total	37 240	39 906

La valeur recouvrable des groupes d'UGT est la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée par actualisation des flux de trésorerie estimés. Les flux de trésorerie couvrent une période de 4 ans et sont basés sur les budgets approuvés par la Direction. Au-delà de la période de 4 ans, les flux de trésorerie sont extrapolés sur la base d'un taux de croissance perpétuelle estimé à 0% (identique à l'année dernière.) Le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe.

Les principales hypothèses retenues pour 2011 sont :

	Europe	Hors Europe
Taux d'actualisation	7,50%	9,24%

Les taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt. L'utilisation de ces taux donne des valeurs recouvrables identiques à celles qui seraient obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux de trésorerie avant impôt.

Des analyses de sensibilité de la valeur recouvrable à un changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé (notamment sensibilité à la variation d'un demi-point du taux d'actualisation et d'un point du taux de croissance à l'infini) ont été réalisées et ont fait apparaître la situation présentée ci-dessous.

La sensibilité de la valeur recouvrable à une modification d'un point du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini se présente de la manière suivante :

UGT en K€	Ecart entre la valeur recouvrable et la valeur comptable en quote part	Taux croissance à l'infini		
		+ 1 point	+ 0,5 point	- 0,5 point
EUROPE *	-5 197	10 401	-5 197	5 945
HORS EUROPE		9 919	-5 182	5 805

* Après dépréciation de 504 K€ constatée en 2011

Pour l'Europe, la sensibilité aux taux d'actualisation mentionnée ci-dessus reflète l'amplitude maximale des sensibilités évaluées par le Groupe de la valeur recouvrable aux hypothèses clés des plans à 4 ans.

Pour l'Europe, et plus particulièrement en Grèce et en Espagne, un fort ralentissement de la demande est observé suite à la détérioration de l'environnement économique, et a pour conséquence une prévision de moindre croissance des volumes par rapport à nos prévisions antérieures. Sur cette base, le Groupe a comptabilisé une dépréciation de l'écart d'acquisition de 504 K€.

6.4 Autres actifs financiers

Valeurs brutes (en milliers d'euros)

Immobilisations	01/01/2011	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effets de changes	Autres	31/12/2011
Titres non consolidés	690	-	-	-686	-	-	3
Prêts	2	-	63	-1	-	-	64
Dépôts et cautions versés	1 123	14	407	-421	-	-	1 124
Autres actifs financiers	1 815	14	471	-1 109	-	-	1 192

Immobilisations	01/01/2010	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	Effets de changes	Autres	31/12/2010
Titres non consolidés	1 445	-	-	-755	-	-	690
Prêts	-	-	2	-	-	-	2
Dépôts et cautions versés	957	-	745	-578	-	-	1 123
Autres actifs financiers (*)	2 402	-	746	-1 333	-	-	1 815





Dépréciations (en milliers d'euros)

Dépréciations	01/01/2011	Provisions en début d'exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Effets de changes	Autres	31/12/2011
Titres non consolidés	7	-	-	-	-5	-	-	2
Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautions versés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	7	-	-	-	-5	-	-	2

Dépréciations	01/01/2010	Provisions en début d'exercice	Variation de périmètre	Dotations	Reprises	Effets de changes	Autres	31/12/2010
Titres non consolidés	7	-	-	-	-	-	-	7
Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautions versés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	7	-	-	-	-	-	-	7

6.5 Instruments Financiers Dérivés

En milliers d'euros	31/12/2011		31/12/2010	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Swap de taux d'intérêt-couverture de juste valeur	-	387	-	-
Contrats de change à terme - couverture de flux de trésorerie	196	-	-	408
Total	196	387	-	408
Moins la part non courante des :	-	-	-	-
Swap de taux d'intérêt-couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Swap de taux d'intérêt-couverture de juste valeur	-	-	-	-
Total part non courante	-	-	-	-
Total part courante	196	387	-	408

Le montant notionnel en principal des contrats de change à terme en cours au 31 décembre 2011 s'élève à 6 000 K\$ (2010 : 36 000 K\$).

Le montant notionnel en principal des swaps de taux d'intérêts en cours au 31 décembre 2011 s'élève à 13 980 K€ (2010 : 0 K€). Les dérivés sont présentés dans les « Autres débiteurs » courants et les « Autres dettes » courantes.

6.6 Instruments financiers disponibles à la vente

Les éléments concernés ne sont pas significatifs.

6.7 Stocks

La ventilation des stocks par nature se décompose comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Matières premières	46 845	37 751
Marchandises	6 031	3 644
Produits en cours	628	437
TOTAL STOCK BRUT	53 504	41 832
Dépréciations	1 531	1 356
TOTAL STOCK NET	51 973	40 476

6.8 Créances clients et autres créances :

Le détail des comptes clients et autres comptes débiteurs se présente comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Créances Clients	32 859	31 198
Dépréciation	1 683	787
Créances Clients Nets	31 177	30 412
Autres débiteurs	8 295	8 142
Dépréciation	11	21
Charges constatées d'avance	2 309	5 897
Créances sur parties liées	-	-
Autres Débiteurs Nets	10 594	14 018
Moins partie non courante	-	-
Part Courante	41 770	44 430

Les autres débiteurs comprennent des créances fiscales, sociales, avances fournisseurs et la juste valeur des dérivés (achats à terme du dollar).

Au cours de l'exercice 2011, certaines filiales du Groupe ont cédée des créances pour 1 697K€ (2010: 4 990K€) à une banque en contrepartie de trésorerie. Ces transactions ont été comptabilisées comme des emprunts garantis. En cas de défaillance des entités dans le cadre du contrat de prêt, la banque a le droit de recevoir les flux de trésorerie des créances transférées. Dans le cas contraire, les entités collecteront les créances et donneront de nouvelles créances en garantie.

Les dépréciations de créances commerciales ont évolué comme suit :

En milliers d'euros	01/01/2011	Reclassement	Dotations	Reprises	Change	31/12/2011
Provisions créances commerciales	787	-	1 080	187	3	1 683
Provisions autres créances	21	-	9	19	-	11
Total	808	-	1 089	206	3	1 694



Maturités des créances clients échues et non provisionnées

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Créances non échues	28 379	27 682
Entre 3 et 6 mois	1 792	1 748
A plus de 6 mois	1 006	981
TOTAL	31 177	30 412

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 1 683 K€ (787 K€ en 2010). Cette dépréciation a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Elle est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste valeur de chaque catégorie de créances précitées.

Le montant maximal au risque de crédit s'élève à 1 287 K€ au 31/12/2011. Il représente les créances clients en retard et non garanties.

La totalité des créances est à moins d'un an.

6.9 Trésorerie

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Trésorerie	7 373	8 641
Valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL	7 373	8 641

6.10 Capital

	31/12/2011	31/12/2010
Capital autorisé (en milliers d'euros)		
1 839 677 Actions ordinaires d'un montant nominal de 2 €	3 679	3 667
Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)		
À l'ouverture de l'exercice	1 774 061	1 764 303
Emises suite à l'exercice de stock option	-	-
Emises contre trésorerie	6 012	5 090
Rachat ou ventes d'actions propres	- 507	4 668
À la clôture de l'exercice	1 779 566	1 774 061

Toutes les actions de la société donnent droit au même dividende, certaines bénéficient d'un droit de vote double en fonction des statuts. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

La Société détenait à la clôture 60 111 de ses propres actions pour 1 869 K€ qui ont été présentés en moins des capitaux propres. La moins-value réalisée au cours de l'exercice sur les ventes de titres auto détenus n'a pas d'impact sur le résultat de l'exercice, elle est enregistrée directement par les capitaux propres. Elle s'est élevée à 3 K€ au 31/12/2011.

6.11 Paiement en actions

Le Groupe a mis en place plusieurs plans d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites au bénéfice de divers cadres supérieurs et dirigeants du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal au prix de marché des actions à la date d'attribution ou inférieur sans que ce prix puisse être inférieur à :

- à 80% du cours moyen d'achat des actions détenues par la société, et
- à 80% de la moyenne des cours des actions de la société aux 20 séances précédant le jour où les options sont consenties.

La période d'acquisition des droits est échelonnée sur 4 années pour les plans d'options d'achat d'actions ; elle est de 2 ans pour les plans d'attribution gratuite d'actions à compter de la date d'attribution. Les options sont caduques à l'expiration du délai de 5 ans après la date d'attribution. Les options ne peuvent être levées en cas de départ du Groupe par les attributaires,

Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait sous forme d'action. Le Groupe n'est tenu par aucune obligation contractuelle ou implicite de racheter ou de régler des options en numéraire.

Les justes valeurs des stock-options sont calculées selon le modèle de Black - Scholes & Merton. Les options sont généralement considérées comme exercées à la fin de leur période d'exercice, soit 5 ans. La volatilité attendue a été déterminée en utilisant la volatilité historique sur les quatre dernières années et en prenant en compte les estimations d'évolution.

Les hypothèses retenues pour les plans d'options d'achat d'actions sont les suivantes :

Réf plan	Volatilité attendue	31/12/2011		
		Durée de vie	Taux sans risque	Dividende
Plan 1	40%	5	3,004%	3,200%
Plan 2	40%	5	2,101%	3,200%
Plan 3	40%	5	2,137%	3,200%
Plan 4	40%	5	2,240%	3,200%



Les détails des plans d'options d'achat d'actions en vigueur peuvent être présentés comme ci-dessous :

	Réf plan	Nbre d'options	Date d'attribution	Valeur du sous-jacent	Prix moyen d'exercice en €	Valeur de l'option
Option distribuées au 1^{er} janvier	Plan 1	4 500	20/11/2008	31,62	35,00	8,34
	Plan 2	4 000	14/04/2010	23,34	20,00	7,52
	Plan 3	15 000	09/12/2010	24,83	24,00	7,17
Sous total	-	23 500	-	-	-	-
Options octroyées au cours de l'exercice	Plan 4	8 000	19/12/2011	22,071	22,00	6,22
Options devenues caduques au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Options exercées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Options échues au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Options attribuées à la clôture de l'exercice	-	31 500	-	-	-	-
Options exerçables au 31 décembre	-	-	-	-	-	-

Le Groupe a également mis en œuvre des plans d'attribution d'actions gratuites en 2011 et 2010. Ces actions sont acquises au bénéficiaire au terme d'une période de deux ans et demeurent indisponibles pendant une période de deux ans suivant la date d'acquisition. Le Groupe a déterminé la juste valeur des actions octroyées en 2011 et 2010 sur la base du cours moyen à la date d'attribution sans décote pour illiquidité considérée comme négligeable. L'information relative aux plans d'attribution d'actions gratuites est synthétisée dans le tableau ci-dessous :

En nombre d'actions	2011
Actions au 1^{er} Janvier	6 000
Actions octroyées	3 000
Actions annulées	0
Actions acquises définitivement	0
Actions restantes au 31 Décembre	9 000
Cours moyen de l'action à la date de l'octroi des actions	22,071

Les charges au titre des paiements fondés sur les actions avant charges sociales s'élèvent à 120 K€

6.12 Passifs financiers

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Non Courants		
Emprunts bancaires	7 995	7 562
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts	-	-
Sous total	7 995	7 562
Courants		
Emprunts bancaires	4 340	124
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts	1 350	444
Emprunts garantis	1 697	4 990
Découverts bancaires	53 374	45 453
Sous total	60 761	54 011
TOTAL	68 756	61 573

Les emprunts bancaires sont à échéance 2016 à 2018 et portent intérêts au taux annuel de 5.24 % (2010 : 4.45 %).

Les « Emprunts garantis » sont garantis par des créances clients.

Révisions des passifs financiers par échéances contractuelles :

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Entre 6 et 12 mois	60 761	54 011
Entre 1 et 5 ans	6 865	7 562
A plus de 5 ans	1 130	-
TOTAL	68 756	61 573

La juste valeur des emprunts courants est égale à leur valeur comptable, l'impact de l'actualisation étant non significatif. Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

L'analyse des emprunts par devises :

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Euros	12 608	8 690
US Dollars	-	-
GBP	1 077	2 440
TOTAL	13 685	11 130

Les dettes financières convertibles en actions sont échues au 31 décembre 2011.



6.13 Engagements donnés aux salariés

En milliers d'euros	En début d'exercice	Variation Péri-mètre	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
Engagements salariaux	424	0	36	53	407
Total	424	0	36	53	407

Les engagements concernent les indemnités de fin de carrière des filiales implantées en France et Italie.

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans :

	France		Autres	
	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2010
Taux d'actualisation	4%	3%	4%	3%
Augmentation annuelle des	1%	1%	1%	1%
Taux de charges sociales	45%	45%	25%	25%
Turnover	faible	faible	faible	faible
Age de départ à la retraite	âge légal	âge légal	âge légal	âge légal
Table de survie	TV 88 / 90	TV 88 / 90	TV 88 / 90	TV 88 / 90

Le taux d'actualisation est le taux 15 ans Bloomberg F462 corporate AA+.

Décomposition du montant comptabilisé au bilan

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Valeur actuelle des obligations	407	424
Coût des services passés non comptabilisés	-	-
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-	-
Dette nette comptabilisée	407	424

Analyse des mouvements entre ouverture et clôture de l'engagement brut

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Obligations à l'ouverture de l'exercice	424	392
Coût des services	-7	98
Intérêts	36	-66
Gains / pertes actuarielles	- 47	-
Dette nette comptabilisée	407	424

La totalité de la variation des engagements donnés au personnel est comptabilisée en résultat opérationnel.

Historique sur 5 ans

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007
Valeur actuelle des obligations	407	424	392	623	526
Engagement nets	407	424	392	623	526

6.14 Provisions non courantes

En milliers d'euros	En début d'exercice	Variation Périètre	Augmentation	Diminution	Ecart de change	En fin d'exercice
Litiges sociaux	415	-	15	-	-	430
Litige transactionnel	700	-	-	700	-	-
Risques Financiers	791	-	27	756	-	63
Total	1 906	-	42	1 456	-	493

6.15 Instruments financiers par catégorie

En milliers d'euros 31/12/2011	Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés désignés comme couverture	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers disponible à la vente	-	-	1	-	1	1
Instruments financiers dérivés	-	196	-	-	196	196
Clients (hors avances et acompte)	31 177	-	-	-	31 177	31 177
Prêt et autres créances	1 188	-	-	-	1 188	1 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 373	-	-	-	7 373	7 373
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	39 738	196	1	-	39 935	39 935

En milliers d'euros 31/12/2011	Passifs à la juste valeur par résultat	Instruments dérivés désignés comme couverture	Passifs financiers au coût amorti	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Emprunt (y compris la part à moins d'un an)	-	-	15 382	15 382	15 382
Fournisseurs et Autres créditeurs	-	-	12 769	12 769	12 769
Instruments dérivés passif	387	-	-	387	387
Concours bancaires courants	-	-	53 374	53 374	53 374
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	387	-	81 525	81 912	81 912

La juste valeur des clients, prêts et autres trésorerie correspond à la valeur au bilan (échéance courte). Les autres justes valeurs sont de niveau 2



6.16 Impôts

(En milliers d'euros)

Détail du compte de résultat :	Solde	France	Autres
charge d'impôt exigible	-1 560	-440	-1 125
charge d'impôt différé	-55	-15	-40
Total	-1 620	-454	-1 165

Preuve de l'impôt

Le taux d'impôt sur les bénéfices de la société mère est de 33,33%

En milliers d'euros	Résultat avant impôts	Impôts	Taux
Impôts théoriques	7 953	2 651	33,33%
CVAE	-	286	3,60%
Ecart taux d'impôt inférieur à la France	-	-1 231	-15,48%
Autres	-	-87	-1,09%
Comptes consolidés	7 953	1 620	20,37%

En milliers d'euros	Immobilisations	Instruments financiers	Stocks	Actifs courants	Plans de retraite	Provisions	Dettes courantes	Autres	Pertes reportables	TOTAL
Impôts différés Actifs										
Solde au 1 ^{er} Janvier 2010	226	-	443	-	65	104	-	-	668	1 505
Variation des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge (ou crédit) au résultat	3	-	245	-	0	89	-	-	251	80
Différences de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 1er janvier 2011	223	-	688	-	65	192	-	-	418	1 585
Variation des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge (ou crédit) au résultat	-3	129	-7	-	18	34	34	97	311	45
Différences de change	-	-	-	-	-	1	-	-	-	1
Acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cession de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	220	129	681	-	47	227	34	97	106	1 541

En milliers d'euros	Immobilisations	Instruments financiers	Stocks	Actifs courants	Plans de retraite	Provisions	Dettes courantes	Autres	Pertes reportables	TOTAL
Impôts différés Passifs										
Solde au 1^{er} Janvier 2010	197	65	-	-	-	242	-	-	-	504
Variation des capitaux propres										
Charge (ou crédit) au résultat	5	-35	-	-	-	-96	-	-	-	-125
Différences de change										
Acquisition de filiales										
Cession de filiales										
Au 1^{er} janvier 2011	202	30	-	-	-	146	-	-	-	379
Variation des capitaux propres										
Charge (ou crédit) au résultat	5	-27	-	-	-	23	-	19	-	20
Différences de change										
Acquisition de filiales										
Cession de filiales										
Au 31 décembre 2011	208	3	-	-	-	169	-	19	-	399

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Total des impôts différés nets	1 142	1 206
Dont IDA	1 541	1 585
Dont IDP	-399	-379

Variation des impôts différés actifs

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Solde net au 1^{er} janvier	1 206	1 001
Imputés directement sur les capitaux propres de l'exercice	-	-
Imputés dans l'état des autres gains et pertes de l'exercice	-	-
Charges ou (produits) de l'exercice	-55	196
Autres	-9	9
Au 31 décembre	1 142	1 206



Impôts différés actifs non comptabilisés

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Impôts différés actifs :		
Impôts différés activables	2 103	2 125
dont non reconnus	562	540
Impôts différés actifs reconnus	1 541	1 585

Il n'y a pas de délai d'imputation des déficits et crédits d'impôt.

Les prévisions des bénéfices fiscaux de certaines filiales ne nous ont pas permis d'activer les déficits fiscaux compte tenu de leur date de péremption et d'un délai raisonnable de projection fiscale. Les impôts différés actifs non reconnus s'élèvent à 562 K€ au 31 décembre 2011 (en 2010 : 540 K€). Ils concernent des déficits reportables.

6.17 Ventilation du chiffre d'affaires

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Ventes de marchandises	148 339	133 298
Ventes de services (net de ristournes)	560	584
Chiffre d'affaires	148 899	133 882

6.18 Produits et charges opérationnels non courants

(En milliers d'euros)

Détail du compte de résultat :	Solde
Coûts de restructuration	- 550
Plus-value cession éléments d'actif	995
Dépréciation Ecart d'acquisition	- 504
Autres	- 269
Total	- 328

Les coûts de licenciements liés aux restructurations du groupe sont enregistrés sur la ligne « Éléments opérationnels non courant du compte de résultat ». Le total de ces coûts est renseigné sur le tableau ci-dessus.



6.19 Résultat financier

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Charges d'intérêts		
Intérêts découverts bancaires	-1 352	-1 134
Intérêts sur emprunts bancaires	-717	-496
Intérêts sur emprunts convertibles	-	-
Désactualisation des provisions	-	-
Juste valeur sur les instruments financiers swaps de taux d'intérêt	-387	-
Coûts nets de financement	-2 456	-1 631
Moins montant inclus dans le coût des actifs	-	-
Produits financiers	-	-
Intérêts sur dépôts bancaires	99	63
Dividendes des titres Investissements	2	207
Total Produits Financiers	101	270
Coût de l'endettement financier net	-2 355	-1 361
Gains de change	-	-
Autres produits financiers	9	193
Perte de change	-953	-822
Autres charges financières	-207	-369
TOTAL GENERAL	-3 506	-2 358

6.20 Charges par nature

Coût d'achat des marchandises vendues

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Achats de marchandises	69 531	63 660
Achats de matières premières	13 831	10 981
Frais annexes	5 665	5 644
Variations de stocks (1)	- 8 858	- 9 413
Coût d'achat des marchandises vendues	80 168	70 873

(1) Les sommes négatives font état d'un produit, les sommes positives font état d'une charge.

Charges variables

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Assurances clients	690	601
Commissions sur ventes	1 378	1 254
Transport sur ventes	5 760	6 706
Royalties versées	62	57
Taxes variables	1 059	1 247
RFA- Participation publicitaire	501	407
Sous-traitance production et Autres charges	1 814	1 217
Charges variables	11 264	11 488



Charges fixes

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Variations de stock produits finis (part VA) (1)	-9	-107
Prestations diverses (1)	-	-8
Frais annexes au personnel	4 838	4 270
Publicité	2 585	1 731
Coûts immobilier	4 261	3 851
Coûts mobilier	865	989
Honoraires	2 421	1 984
Services extérieurs	3 383	3 230
Frais de fonctionnement	2 444	2 820
Pertes sur créances irrécouvrables	71	838
Dotations/Reprises dépréciation	357	-76
Dotations/Reprises amortissements	2 112	2 235
Charges Fixes	23 327	21 755

(1) Les sommes négatives font état d'un produit, les sommes positives font état d'une charge.

Conformément au code de commerce (art. R. 223-14-17°) et au règlement AMF (art 22-8) nous mentionnons que les honoraires des Commissaires aux Comptes de la Société et membres de leur réseau pris en charge par DELTA PLUS GROUP au titre de l'exercice 2011, en comparaison avec l'exercice 2010, se répartissent de la manière suivante :

	Cabinet VERAN		Cabinet ARESXPRT		Autres	
	Montant(H.T.)		Montant(H.T.)		Montant(H.T.)	
S.A. DELTA PLUS GROUP	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Audit						
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés						
Émetteur	58	46	66	46		
Filiales intégrées globalement	55	40			65	57
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
Émetteur	-	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-
Sous total	113	86	71	46	65	57
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement						
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	-	-
Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)	-	-	-	-	-	-
Sous total	-	-	-	-	-	-
TOTAL	113	86	71	46	65	57

6 21 Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Salaires et Traitements	17 289	15 665
Charges Sociales	4 926	4 287
Rémunérations payées en actions	120	40
Total	22 336	19 992

Effectif du Groupe

	31/12/2011	31/12/2010
Cadres	139	133
Agents de maîtrise et techniciens	0	8
Employés	530	571
Ouvriers	543	432
Total	1 213	1 144

6.22 Résultat par action

Le calcul du résultat de base et dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère est basé sur les données suivantes :

Rubriques	31/12/2011	31/12/2010
Résultat net consolidé en Euros- Part du Groupe (en K€)	6 333	4 059
Nombres d'actions au 01/01/2011	1 774 061	1 764 303
Nombres d'actions au 31/12/2011	1 779 566	1 774 061
Nombre moyen d'actions	1 776 814	1 769 327
Bénéfice net par action sur nombre moyen (en Euros)	3,56	2,29
Capital potentiel Options de souscriptions	105	-
Nombre d'actions totales potentiels	1 776 919	-

	Résultat net en millions d'euros	Nombre d'actions	Résultat par actions (Euros)
Résultat net des activités poursuivies part du groupe par action de base	6 333	1 776 814	3 564
Options	-	105	-
Actions gratuites attribuées aux salariés	-	3281	-
Obligations convertibles en actions	-	-	-
	6 333	1 780 200	3 557



6.23 Dividendes

- Le 13 juillet 2011, un dividende de 0,80 € par action a été payé aux actionnaires (soit au total : 1 470 704 €). Le 9 juillet 2010, un dividende de 0,70 € par action avait été payé aux actionnaires (soit au total : 1 289 984, 50 €).
- Au regard des résultats de l'exercice en cours, les administrateurs proposent l'attribution d'un dividende à hauteur de 1€ par action (soit au total : 1 839 677 €). Le dividende est soumis à l'approbation par l'assemblée générale et il n'a pas été inclus dans les charges à payer dans les états financiers.

6.24 Engagements donnés et reçus

Engagement d'investissements et de location simple

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Engagement pour l'acquisition de biens immobiliers	-	-
Engagement pour l'acquisition d'autres immobilisations	-	-
Contrat de locations simple	11 570	12 787
Garanties	43 733	29 099
Effets escomptés non échus	-	-
Autres	120	40
TOTAL	55 423	41 926

Les garanties données concernent essentiellement les dettes financières présentées au bilan consolidé.

En milliers d'euros	A moins d'un an	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Engagement pour l'acquisition de biens immobiliers	-	-	-	-
Engagement pour l'acquisition d'autres immobilisations	-	-	-	-
Contrat de locations simple	2 474	7 739	1 357	11 570
Garanties	3 250	9 350	31 133	43 733
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Autres	-	120	-	120
TOTAL	5 724	17 209	32 490	55 423

6.25 Regroupement d'entreprises

Le 20/07/2011, le Groupe a acquis 100% de la société Eslingar, une société spécialisée dans l'antichute et basée en Argentine. Grâce à cette acquisition le Groupe espère augmenter son expertise dans les métiers de l'antichute et spécialement sur la conception, production, commercialisation d'élingues.

L'écart d'acquisition provisoire issue de cette acquisition s'élève à 2 868 K€. Il est attribuable aux synergies attendues, aux résultats anticipés de la distribution des produits du Groupe dans de nouveaux marchés.

Actifs nets acquis et dettes reprises : (En milliers d'euros)

Immobilisations corporelles	215
Stocks	409
Créances clients et autres	989
Trésorerie et équivalents de trésorerie	153
Emprunts portants intérêts	-336
Autres dettes financières	-221
Fournisseurs et autres dettes	-516
Total des actifs nets identifiables:	692

Participation ne donnant pas de contrôle

Ecart d'acquisition	2 868
Total	2 868

Contreparties transférée

Trésorerie	3 560
Complément de prix	
Total de la contrepartie transférée	3 560

Coûts relatifs à l'acquisition comptabilisés dans le résultat au 31 décembre **290**

La juste valeur de certains actifs et dettes sont provisoires en l'attente de réception du rapport final d'évaluation.

La société Eslingar a contribué à hauteur de 2 819 K€ au Chiffre d'affaires et à hauteur de 344 K€ au résultat avant impôt du Groupe entre la date d'acquisition et la date de clôture de l'exercice.

Si l'acquisition avait eu lieu au 1er janvier 2011, le total du chiffre d'affaires du Groupe aurait été de : 150 318 K€ et le résultat de l'exercice se serait élevé à : 6 768 K€.

6.26 Parties liées

Le groupe est contrôlé par la société JBP S.A.S. qui détient 42% du capital. Les 58% restant sont détenus à hauteur de 13 % par Monsieur Ivo Boscardin et à hauteur des 45% restant par un nombre important d'actionnaires. La société mère ultime est la société JBP SAS.

Les transactions suivantes ont été réalisées avec des parties liées :

Achats de biens et de services :

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Entreprises associées	-	-
Holding	1 218	1 203
Membre de la famille	-	-
Entreprises contrôlées par les principaux dirigeants	1 398	1 364
Total	2 616	2 566

Les achats sont réalisés au prix de marché, remisés pour tenir compte des volumes et des relations entre les parties.

**Rémunération des principaux dirigeants :**

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Salaires et autres avantages à court terme	447	548
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Rémunérations payées en actions	48	6
Total	495	554

Soldes de clôture liés à la vente et à l'achat de biens et de services :

En milliers d'euros	31/12/2011	31/12/2010
Créances :		
Entreprises associées	-	-
Holding	-	-
Membre de la famille	-	-
Entreprises contrôlées par les principaux dirigeants	338	323
Dettes :		
Entreprises associées	-	-
Holding	1 213	407
Membre de la famille	-	-
Entreprises contrôlées par les principaux dirigeants	-	-
Total	1 551	730

Les créances proviennent essentiellement des ventes et sont payables sous 1 mois. Les créances ne sont pas garanties et ne portent pas intérêt.

Les dettes proviennent essentiellement des achats et sont payables sous 1 mois. Les dettes ne portent pas intérêt.

Aucune charge n'a été constatée pour créance irrécouvrable pour des montants dus par des parties liées.



NOTE 7 : Informations sectorielles

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général et le Directeur Général délégué) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Europe et Hors Europe.

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- de la « marge brute » telle que définie en note 2 §3.24 La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des écarts d'acquisition, des stocks et des clients.

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité Europe et Hors Europe.

L'information sectorielle présentée aux principaux décideurs et relative aux opérations se poursuivant est présentée ci-après :

En milliers €	31/12/2011			31/12/2010		
	Europe	Hors Europe	Total	Europe	Hors Europe	Total
Produits :						
Total du Chiffre d'affaires	179 273	105 366	284 640	172 881	73 542	246 423
Chiffre d'affaires inter-secteurs	-74 400	-61 340	-135 740	-58 391	-54 150	-112 541
Total du Chiffre d'affaires externe des opérations se poursuivant	104 873	44 026	148 899	114 490	19 392	133 882
Résultat opérationnel courant	4 452	7 336	11 787	7 221	2 403	9 624
Autres Produits	2 075	113	2 188	2 948	519	3 467
Autres Charges	-1 982	-30	-2 012	-4 525	-1 279	-5 804
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-504	-	-504	-	-	-
Résultat Opérationnel	4 041	7 420	11 460	5 645	1 642	7 287

En milliers €	31/12/2011			31/12/2010		
	Europe	Hors Europe	Total	Europe	Hors Europe	Total
Bilan :						
Actifs sectoriels	66 663	56 392	123 055	77 863	30 264	108 127
Ecarts d'acquisition	20 355	19 551	39 906	20 556	16 683	37 240
Stocks	27 059	24 914	51 973	34 445	6 031	40 476
Passifs sectoriels			-			-

**Le tableau ci-dessous réconcilie le résultat opérationnel au résultat net :**

En milliers €	31/12/2011	31/12/2010
Résultat opérationnel	11 460	7 287
Coût de l'endettement financier brut	-2 456	-1 631
Autres charges et produits financiers	-1 050	-727
Impôt sur le résultat	-1 620	-870
Résultat net	6 333	4 059

Le tableau ci-dessous réconcilie les actifs sectoriels au total actif présenté au bilan :

En milliers €	31/12/2011	31/12/2010
Total des actifs sectoriels	123 055	108 127
Actifs non alloués :	27 868	33 591
Immobilisations incorporelles	937	1 183
Immobilisations corporelles	6 633	6 734
Autres actifs financiers	1 190	1 808
Impôts différés actif	1 142	1 206
Autres débiteurs	10 594	14 018
Trésorerie	7 373	8 641
Total des actifs du bilan	150 923	141 718

Le tableau ci-dessous réconcilie les passifs sectoriels au total passif présenté au bilan :

En milliers €	31/12/2011	31/12/2010
Total des passifs sectoriels	—	—
Passifs non alloués :	91 853	88 450
Passifs financiers non courants	7 995	7 562
Engagements donnés aux salariés	407	424
Provisions non courantes	493	1 906
Passifs financiers courants	60 761	54 011
Dettes d'exploitation courantes	19 279	19 094
Autres dettes courantes	2 919	5 4521
Total des passifs du bilan	91 853	88 450

NOTE 8 : Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événements postérieurs à la clôture nécessitant une remarque particulière.

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos au 31 décembre 2011

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société SA DELTA PLUS GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les Comptes Consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill selon les modalités décrites dans la note 3.11 « Impairment test » aux états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.11 donne une information appropriée. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Avignon et Montfavet, le 24 avril.2012

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

AREXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société



COMPTES SOCIAUX



Comptes sociaux - Bilan au 31/12/2011

ACTIF	31/12/2011			31/12/2010
	Brut	Amort. & Prov.	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Capital souscrit non appelé	-	-	-	-
Frais d'établissements	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	219 793	219 793	-	-
Concessions, brevets et droits similaires	489 551	244 848	244 703	217 996
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immob. incorp.	-	-	-	-
Total (1)	709 344	464 641	244 703	217 996
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations, matériel et outillages	2 400	2 400	-	616
Autres immobilisations corporelles	78 920	57 668	21 252	7 097
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immob. corp.	-	-	-	-
Total (2)	81 320	60 068	21 252	7 713
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Titres de participations	66 319 414	3 202 045	63 117 369	63 428 846
Créances rattachées à des participations	18 225 663	-	18 225 663	13 306 263
Autres titres immobilisés	610	-	610	683 806
Prêts	1 350 000	-	1 350 000	1 050 000
Autres immobilisations financières	6 761	-	6 761	67 331
Total (3)	85 902 448	3 202 045	82 700 403	78 536 246
ACTIF IMMOBILISÉ (4=1+2+3)	86 693 112	3 726 754	82 966 358	78 761 955
STOCKS				
Matières premières, approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Total (5)	-	-	-	-
CRÉANCES				
Fournisseurs débiteurs	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés	1 916 051	1 967	1 914 084	1 133 947
Autres créances	660 784	-	660 784	537 410
Capital souscrit et appelé, non versé	-	-	-	-
Total (6)	2 576 835	1 967	2 574 868	1 671 357
DISPONIBILITÉS				
Valeurs mobilières de placement	1 869 308	506 892	1 362 416	1 459 677
Disponibilités	97 243	-	97 243	64 727
Total (7)	1 966 551	506 892	1 459 659	1 524 404
ACTIF CIRCULANT (8=5+6+7)	4 543 386	508 859	4 034 527	3 195 761
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance	181 882	-	181 882	298 918
Ecarts de conversion – Actif	357 725	-	357 725	329 770
TOTAL ACTIF	91 776 105	4 235 613	87 540 492	82 586 404



Comptes sociaux - Bilan au 31/12/2011

PASSIF	31/12/2011	31/12/2010
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	3 679 354	3 667 330
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 925 368	12 799 116
Écarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	366 733	366 567
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 011 508	1 011 508
Report à nouveau	19 129 427	12 795 654
Résultat de l'exercice	1 474 053	7 755 372
Subventions d'investissements	-	-
Écarts de conversion	-	-
Provisions réglementées	511 286	372 128
Total (1)	39 097 730	38 767 675
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	357 725	329 770
Provisions pour charges		
Total (2)	357 725	329 770
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	9 117 814	7 792 344
Emprunts et dettes financières divers	36 099 031	32 677 052
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	679 927	941 784
Dettes fiscales et sociales	759 855	660 447
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	824 028
Autres dettes	1 113 357	4 600
Total (3)	47 769 984	42 900 256
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Produits constatés d'avance	-	-
Écarts de conversion - Passif	315 052	588 703
TOTAL PASSIF	87 540 492	82 586 404

Comptes sociaux - Compte de résultat au 31/12/2011

En euros	31/12/2011	31/12/2010
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production vendue biens	- 9 307	- 7 572
Production vendue services	3 769 897	3 503 904
Production stockée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	37 468	823 881
Autres produits	1 347 147	1 211 013
Total (1)	5 145 205	5 531 226
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stock marchandises	-	-
Achats de matières premières et autre approvisionnements	-	-
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements	-	-
Autres achats et charges externes	3 404 684	3 417 328
Impôts, taxes et versements assimilés	67 593	53 094
Salaires et traitements	1 061 121	1 436 570
Charges sociales	408 708	388 917
Dotations d'exploitation aux amortissements sur immobilisations	12 351	8 817
Dotations d'exploitation aux amortissements des charges à répartir	-	-
Dotations d'exploitation aux provisions sur immobilisations	-	-
Dotations d'exploitation aux provisions sur actif circulant	-	-
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges	-	-
Autres charges	73 738	91 838
Total (2)	5 028 195	5 396 564
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (3=1-2)	117 010	134 661
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	5 158 557	8 032 285
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	11 563	1 879
Reprise sur provisions et transferts de charges	795 132	973 361
Différences positives de changes	460 716	-540
Produits nets sur valeurs mobilières de placements	-	-
Total (4)	6 425 968	9 006 985
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	4 064 617	768 735
Intérêts et charges assimilées	1 125 016	737 692
Différences négatives de changes	211 482	241 183
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement	3 374	12 760
Total (5)	5 404 489	1 760 370
RÉSULTAT FINANCIER (6=4-5)	1 021 479	7 246 615
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (7=3+6)	1 138 490	7 381 276
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	2 080 022	3 219 340
Reprises sur provisions	-	1 630 057
Total (8)	2 080 022	4 849 397
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 209 336	1 916 138
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 182 365	2 809 530
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	139 158	110 912
Total (9)	2 530 859	4 836 581
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (10=8-9)	- 450 837	12 816
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les bénéfices	- 786 400	- 361 280
BÉNÉFICE ou PERTE	1 474 053	7 755 372



ANNEXES COMPTES SOCIAUX



Total du bilan avant répartition : 87 540 492 €

Résultat : bénéfice = 1 474 053 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 15 mars 2012 par les dirigeants de l'entreprise.

I. Règles et méthodes comptables

1.1 Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport aux méthodes pratiquées l'exercice précédent. Seules sont exprimées les informations significatives.

1.2 Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

1.3 Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Frais de recherche et de développement.....2, 3 et 5 ans
- Marques..... non amorties
- Savoir-faire et protection des modèles..... 3 et 5 ans
- Logiciels..... 1 an ou 5 ans
- Aménagement agencement et installations..... de 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique..... de 1 à 3 ans
- Mobilier..... de 5 à 10 ans

Concernant l'application des règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06, il convient de préciser :

- que la comptabilisation détaillée des immobilisations satisfait aux critères de la méthode par composants,
- que les durées et bases d'amortissements retenues correspondent aux durées d'utilisation et valeurs résiduelles estimées.



1.4 Immobilisations financières

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisitions.

Des dépréciations peuvent être constituées si la valeur comptable est supérieure à la valeur d'utilité, cette valeur d'utilité étant notamment déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres, aux perspectives de développement et au chiffre d'affaires réalisé par la filiale. Les perspectives de développement sont appréciées sur la base d'une expérience passée et de divers facteurs.

Il est donc possible que les réalisations futures diffèrent des estimations retenues pour l'appréciation de la valorisation du portefeuille de titres.

Sur l'exercice des dépréciations ont été constatées sur les titres de participations suivants :

- Financière Virginia pour 3 000 k€
- Delta Plus Hellas pour 200 k€

1.5 Créances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées en fonction du risque de non recouvrement.

1.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont présentées dans la ligne « Disponibilités » et figurent dans ce bilan à leur valeur d'acquisition. Elles sont dépréciées pour un montant de 507 K€ en fonction de leur cours moyen du mois de décembre 2011.

1.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC n° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus durant l'exercice rendent probables. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par la société et ses conseils au titre des litiges, contentieux et actions en réclamations de la part de tiers.

Une provision pour perte de change a été comptabilisée à la clôture au 31 décembre 2011 pour 358 K€.

1.8 Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires. Les éléments exceptionnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.



II. Autres éléments significatifs

- Acquisition d'une société en Argentine.
- Evènements postérieurs à la clôture :

Aucun évènement important et susceptible d'avoir un impact sur les états financiers n'est survenu depuis le 31 décembre 2011.

III. Notes sur le bilan actif

3.1 Frais d'établissement

Non applicable.

3.2 Frais de recherche

Ils concernent des projets nettement individualisés et pour lesquels de sérieuses chances de rentabilité commerciale existent.

Ils se décomposent comme suit :

Salaires et charges :	51 563 €
Matière :	/
Sous-traitance :	168 230 €
TOTAL	219 793 €

3.3 Fonds commercial

Non applicable.

3.4 Savoir-faire

La Société a acquis en 2006 un « know how » dans le domaine des chaussures de sécurité pour 220 K€. Cet actif a été amorti sur 3 ans pour prendre en compte le risque d'obsolescence du savoir-faire.

3.5 Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

Valeurs brutes	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	673 466	35 878	-	709 344
Immobilisations corporelles	64 601	16 719	-	81 320
Immobilisations financières	78 543 291	9 285 674	1 926 519	85 902 447
TOTAL	79 281 358	9 338 271	1 926 519	86 693 111

Amortissements & Provisions	l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Immobilisations incorporelles	455 470	9 170	-	464 640
Immobilisations corporelles	56 887	3 181	-	60 068
Autres immob. Financières	7 045	3 200 000	5 000	3 202 045
TOTAL	519 401	3 212 351	5 000	3 726 753

3.6 Créances représentées par des effets de commerce

Non applicable.



3.7 État des créances

	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Actif immobilisé	19 582 423	-	19 582 423
Actif circulant	2 758 117	2 758 117	-
TOTAL	22 341 140	2 758 717	19 582 423

3.8 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan : Néant

3.9 Valeurs mobilières de placement

Actions propres :

- 1 869 K€ d'actions propres détenues au 31/12/2011 et provisionnées à hauteur de 507 K€ par rapport en cours moyen du mois de décembre 2011.
- Cela représente 60 111 actions (dont 39 000 pour couvrir les options d'achats d'actions et 9 000 pour couvrir les actions gratuites consenties aux mandataires sociaux et aux salariés, une information complète étant donné dans le rapport de gestion).

Autres OPCVM :

Néant.

3.10 Charges constatées d'avance

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

IV. Notes sur le bilan passif

4.1 Capital social : actions ou parts sociales

	Nombre	Valeur nominale
Titres début d'exercice	1 833 665	2,00
Titres émis	6 012	2,00
Titres remboursés ou annulés	/	/
Titres fin d'exercice	1 839 677	2,00

4.2 Variation des capitaux propres

(En euros)

Capitaux propres N-1 :	38 395 547
Augmentation de capital :	12 024
Prime d'apport, Obsar :	126 251
Résultat N :	1 474 053
Dividendes (hors actions propres) :	- 1 421 431
Capitaux propres N :	38 586 444

4.3 Provisions

	À l'ouverture	Augmentation	Diminution	À la clôture
Provisions réglementées	372 128	139 158	-	511 286
Provisions pour risques & charges	329 770	27 955	-	357 725
Provisions pour dépréciation	469 374	3 267 927	26 397	3 710 904
TOTAL	1 171 272	3 435 040	26 397	4 579 915

Les provisions pour risques couvrent les pertes de change.

Les provisions pour dépréciation s'appliquent pour partie aux titres de participations pour 3 202 045 € et aux actions propres (voir ci-après). Elles concernent aussi des créances clients dépréciées pour 1 967 €

4.4 État des dettes

	Montant brut	À 1 an au +	+ 1 an - 5 ans	À + de 5 ans
OBSAR (Obligations convertibles)	-	-	-	-
Établissement de crédit	9 117 811	2 364 438	6 585 607	167 767
Dettes financières diverses	34 880 991	34 880 991	-	-
Fournisseurs	679 927	679 927	-	-
Dettes fiscales & sociales	759 479	759 479	-	-
Autres dettes	2 331 771	2 331 771	-	-
Produits constatés d'avance			-	-
TOTAL	47 769 979	41 016 606	6 585 607	167 767

4.5 Dettes représentées par des effets de commerce

Non applicable.

4.6 Charges à payer

En euros	Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	
Emprunts & dettes auprès des établissements de crédit	-	44 098
Intérêts courus/emprunt établis. crédit	32 884	
Banques intérêts courus	11 214	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	Néant
Clients avoirs à établir	Néant	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		410 517
Fournisseurs factures non parvenues	410 517	
Dettes fiscales et sociales		405 438
Provision congés payés	92 267	
Personnel charges à payer	182 408	
Charges sociales s/provision congés payés	41 824	
Charges sociales/charges à payer	22 618	
Organismes sociaux charges à payer	34 661	
État charges à payer	22 160	
Créditeurs divers – charges à payer	4 500	
TOTAL		860 058

4.7 Produits constatés d'avance

Non applicable.



V. Notes sur le compte de résultat

5.1 Ventilation du Chiffre d'Affaires

Le Chiffre d'Affaires est essentiellement constitué de prestations facturées aux filiales du Groupe.

Le Chiffre d'Affaires se répartit pour 3 011 K€ vers la France et 759 K€ vers l'étranger.

5.2 Autres produits

Ils concernent principalement les redevances facturées aux filiales pour 1 347 K€ et les transferts de charges pour 37 K€.

5.3 Résultat exceptionnel

(En euros)

Il est constitué de :

- Abandon de créances Filiales - 1 209 K€
- Dotations amortissements dérogatoires (frais acquisition titres) - 139 K€
- Plus et moins values sur cessions / reprises sur provisions 898 K€

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL TOTAL - 451 K€

5.4 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt*	Résultat net après impôt
Résultat courant	1 138 490	- 636 121	1 774 611
Résultat exceptionnel	- 450 837	-150 279	-300 558
Participation des salariés	0	0	0
TOTAL	687 653	-786 400	1 474 053

* Le signe «-» correspond à un produit d'impôt.

Delta Plus Group a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Elle représente la tête du groupe composé des sociétés Delta Plus SAS, Delta Plus Services SAS, Protimport, Froment et Workstore. L'intégration fiscale a généré un produit de 786 400 € sur l'exercice.

5.5 Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(En euros)

Résultat Net de l'exercice 1 474 054

+ Impôts sur les bénéfices - 786 400

= Résultat avant impôts 687 653

Variation des provisions réglementées 139 158

Résultat avant impôts, hors évaluations fiscales dérogatoires 826 811



5.6 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

	Montant
Accroissements :	
Provisions réglementées	511 286
Total des bases concourant à augmenter la dette future	511 286
Allègements :	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	6 544
Total des bases concourant à diminuer la dette future	6 544
Total des déficits Reportables	0
Total des moins-values à long terme	390 947
Montant de la dette future	37 927

VI. Autres informations

6.1 Rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations brutes versées aux dirigeants par la société s'élève à 197 K€ .
Le détail des rémunérations versées aux dirigeants est repris dans l'annexe 3 du rapport de gestion.

6.2 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	-
Agents de maîtrise & techniciens	-	-
Employés	-	-
Ouvriers	-	-
TOTAL	5	-

6.3 Identité Société mère consolidant les comptes de la Société

Non applicable.

6 4 Engagements

Engagements donnés

Effets escomptés non échus.....	-
Avals, cautions et sûretés réelles.....	43 732 K€
Crédit-bail mobilier.....	-
Crédit-bail immobilier.....	-
Engagements de retraite.....	-

147 082 actions de la Société Delta Plus SAS ont été données en nantissement pour garantir l'emprunt auprès du pool Crédit Agricole / Camefi / Palatine / Bppf / Cdn.

9 001 parts de la Société Nueva Sibol ont été données en nantissement pour garantir l'emprunt auprès de la Palatine.

La Société confirme que cette présentation des engagements n'omet pas l'existence d'un engagement significatif.



Engagements reçus

La société a accordé à certaines filiales des abandons de créances avec clause de retour à meilleure fortune pour un total de 5 698 284 €.

Autre engagement

Dans le cadre du programme de distribution de stock-options aux salariés du Groupe, ont été attribuées, sans traitement comptable particulier, des options d'achat d'actions Delta Plus Group. De plus, 9 000 actions gratuites ont été consenties.

6.5 Crédits-bails

Néant.

6.6 Liste des transactions avec les Parties liées

Aucune transaction d'une importance significative, non conclue à des conditions de marché au sens du décret n°2009-267, concernant les parties liées n'a été opérée au cours de l'exercice.

6.7 Attribution gratuite d'actions et des options de souscription d'actions

Principales caractéristiques du plan :

	Dates d'attribution											
	20/11/2008		14/04/2010		09/12/2010		09/12/2010		19/12/2011		19/12/2011	
	Options d'achat		Options d'achat		Options d'achat		Options Gratuites		Options d'achat		Options d'achat	
	Prix											
	35,00 €		20,00 €		24,00 €		00,00 €		22,00 €		00,00 €	
	Délai d'exercice											
	20/11/2012		14/04/2014		09/12/2014		09/12/2012		01/12/2016		19/12/2013	
	20/11/2013		14/04/2015		09/12/2015				31/12/2016			
	Exercées	Attribuées	Exercées	Attribuées	Exercées	Attribuées	Exercées	Attribuées	Exercées	Attribuée	Exercées	Attribuée
Total tenant compte des ruptures de contrat de travail	0	4 500	0	4 000	0	15 000		6 000	0	15 500	0	3 000

Valeur des actions retenue comme assiette de la contribution sociale de 10% : zéro

Conditions d'acquisition des actions ou d'exercice des options d'achat : présence pendant le délai d'exercice.

Les engagements sont couverts par la détention d'actions propres

	Val brute bilan	Nombre	CUMP	Cours moyen	Cours clôture	Cours stocks opt	Provision actions gratuites en charges de personnel	Provision en charge de personnel	Provision en charge financière
Actions pour stocks options	154 461,8	4 500	34,3	21,8	22	35	-	0	56 210
Actions pour stocks options	137 299,4	4 000	34,3	21,8	22	20	-	57 299	0
Actions pour stocks options	514 872,8	15 000	34,3	21,8	22	22	-	0	187 366
Actions pour stocks options	204 949,1	6000	34,3	21,8	22	22	-	0	74 946
Sous total CACEIS	1 012 583,2	29 500	-	-	-	-	-	-	-
Actions pour stocks options	-	9 500	29,3	21,8	22	22	-	0	71 122
Actions pour actions gratuites	-	6 000	29,3	21,8	22	N/A	69 878	-	44 919
Actions pour actions gratuites	-	6 950	29,3	21,8	22	N/A	2 513	-	52 031
Sous total ARKEON	658 241,6	22 450	29,3	21,8	22	-	-	-	-
Actions pour actions gratuites	-	50	24,3	21,83	22	N/A	18	-	124
Animation de cours	-	8 111	24,3	21,83	22	N/A	-	-	20 173
Animation de cours ARKEON	198 483,3	8 161	24,3	21,83	22	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	72 510	57 299	506 892





6.8 Liste des Filiales et Participations

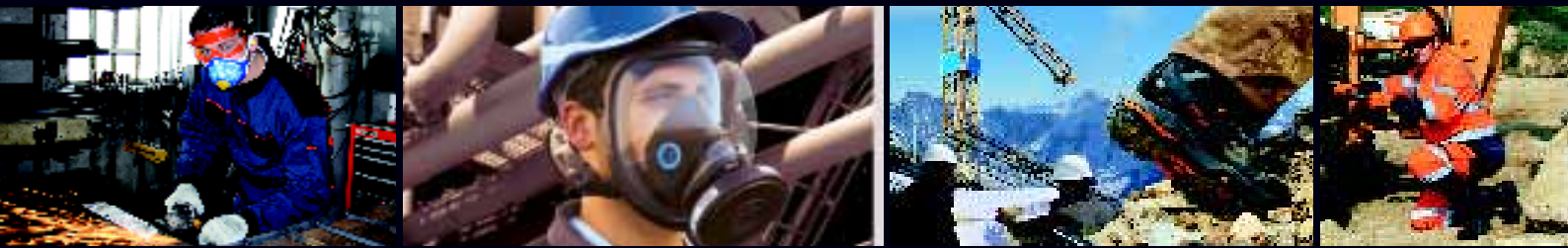
Renseignements détaillés concernant les filiales et participations.

Filiales (plus de 50% du capital détenu)	Capital social	Autres Capitaux Propres	Quote Part du capital détenue	Brute	Nette	Prêt et Avances consentis par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société :									
AS	116	1 734	100	17 802	17 802	2 413	7 899	1 560	1 622
DEWEER SECURITY SA	198	141	100	2 714	2 714	-	4 449	-49	-
DELTA PLUS CRO	31	235	100	215	215	-	3 241	94	-
DELTA PLUS E	60	-13	100	71	71	147	968	-20	-
DELTA PLUS H	330	-525	100	480	280	-	2 001	356	-
DELTA PLUS I	728	1134	100	955	955	800	7 922	449	-
DELTA PLUS M	10	-189	96,67	86	86	187	1 697	43	-
DELTA PLUS P	1 300	2 656	100	1 348	1 348	-	15 855	96	-
DELTA PLUS R	94	-437	100	95	95	110	1 185	-47	-
DELTA PLUS SAS	2 685	9 773	100	4 265	4 265	-	63 389	585	800
DELTA PLUS SIC	520	811	100	2 852	2 852	-	12 800	-10	-
DELTA PLUS U	85	5	100	100	100	531	1 718	147	-
DELTA PLUS U2	672	-490	100	850	850	-	2 488	167	-
DSS	437	1 910	100	1 856	1 856	-	2 058	12	-
FVL	7 542	2 884	100	8 117	5 117	4 531	-	-269	-
FROMENT EURL	250	32	99,95	1 029	1 029	1 094	2 201	-477	500
OCTOPLUS SPAIN SL	2 968	1 078	100	2 968	2 968	-	-	12	-
PRO	34	518	100	48	48	-	3 498	363	280
DELTA PLUS P2	617	-321	57	340	340	907	2 816	161	-
WK S	1 200	1 259	100	2 540	2 540	4 154	18 618	1 003	940
WPPIT	3 538	- 1352	100	2 764	2 764	-	21 529	-553	-
DELTA PLUS C	12 707	5 121	100	11 246	11 246	-	35 055	2 705	-
DP E	90	850	100	3 494	3 494	-	4 238	435	-
Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de la société :									
	-	-	-	83	81	2 193	17 160	-	592

6.9 Tableau concernant les entreprises liées

Désignation	31/12/2011	31/12/2010
Postes du bilan		
Participations financières et créances rattachées	84 545 076	76 735 108
Titres immobilisés	-	-
Prêts	1 350 000	1 050 000
Créances clients et comptes rattachés	1 918 698	1 138 561
Emprunts et dettes financières diverses	34 704 285	32 267 397
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	230 673	234 536
Autres dettes	0	407 295
Postes du résultat		
Chiffre d'Affaires	3 754 897	3 473 904
Autres produits	1 314 144	1 192 272
Charges d'exploitation	1 456 861	1 583 823
Produits financiers de participation	4 735 821	7 657 922
Autres produits financiers	87 894	218 526
Charges financières	776 651	511 732
Dépréciation des titres de participation	3 200 000	-286 535
Abandons de créances	1 209 336	-





**AUTRES RAPPORTS
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SA DELTA PLUS GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1.4 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.



III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article

L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Avignon et Montfavet, le 24 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

AREXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

**Montant global des rémunérations
et avantages en nature versés aux cinq personnes
les mieux rémunérées**

au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011

787 686 €

Fait à Apt, le 17 avril.2012

Jérôme DESTOPPELEIR
Directeur Financier

Sur la base de notre audit des comptes de l'exercice 2011, nous certifions que le montant global des rémunérations versées aux personnes les mieux rémunérées déterminé par la société, figurant sur le présent document et s'élevant à 787 686 € est exact et concorde avec les sommes inscrites à ce titre en comptabilité.

Fait à Avignon, le 17 avril.2012
Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

AREXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société



Rapport special des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos
le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

I. Caution et engagements donnés

- Personne concernée : Jérôme Benoit
- Nature et objet : Le Conseil d'Administration de votre société a donné son accord pour que SA DELTA PLUS GROUP se porte caution des sociétés mentionnées dans le tableau ci-après auprès de tout établissement bancaire ou financier jusqu'au 19 décembre 2012 à hauteur d'un plafond global porté à 65 000 000 €.

Entité	Montant
Delta Plus France	11 950 000 €
Delta Plus Services	19 500 000 €
Froment	300 000 €
Protimport	1 169 000 €
Workstore	3 150 000 €
Delta Plus Hellas	1 400 000 €
Delta Plus Magyarország	250 000 €
Delta Plus China	3 000 000 €
Nueva Sibol	450 000 €
Eslingar	1 563 688 €
Deweer Security	1 000 000 €
Total	43 732 688 €

II. Abandons et créances

- Personne concernée : Jérôme Benoit
- Nature et objet : Le Conseil d'Administration de SA DELTA PLUS GROUP a autorisé des abandons de créances pour un montant total de 1 209 336€ avec les filiales suivantes, détenues à 100% selon la répartition mentionnée dans le tableau suivant.

Entité	Montant
Delta Plus Ceska Republika	202 945 €
Delta Plus Slovensko	203 969 €
Delta Plus Magyarország	245 660 €
Delta Plus Hellas	556 762 €
Total	1 209 336 €

III. Locations immobilières avec la SCI DPG

- Personne concernée : Jérôme Benoit, Brigitte Benoit.
- Nature et objet : Le montant global des loyers versés par la société DELTA PLUS GROUP à la SCI DPG s'est élevé à 148 060 € HT pour l'exercice 2011, auxquels s'ajoute le montant de la taxe foncière.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

En application de l'article R225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

I. Convention de prestation de services

- Assistance et conseil dans les domaines de l'administration, de la gestion, de l'animation des sociétés du groupe par la société JBP, à la société HOLDING DELTA PLUS GROUP et aux filiales. En contrepartie de l'assistance dont les Sociétés du Groupe bénéficient, la Société Holding est redevable à l'égard de la société JBP d'une somme annuelle de 1 070 000 € HT, montant constaté en charge sur l'exercice 2011.

Fait à Avignon, le 24 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

AREXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

Rapport des commissaires aux comptes



Rapport des commissaires aux comptes sur la réduction du capital par annulation d'actions

Proposée à l'assemblée (Article L. 225-209 alinéa 7 du Code de Commerce)

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société DELTA PLUS GROUP et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209, al. 7, du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-209, al. 7, du Code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre assemblée générale et serait donnée pour une période de 18 mois.

Votre conseil vous demande de lui déléguer, pour une période de 18 mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10% de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Fait à Avignon, le 24 avril.2012

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

AREXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

Rapport des commissaires aux comptes

Établi en application de l'article L. 225-235 du code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société SA DELTA PLUS GROUP et en application des dispositions de l'article L. 225 235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225 37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par les articles L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225 37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.



Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225 37 du Code de commerce.

Autres informations

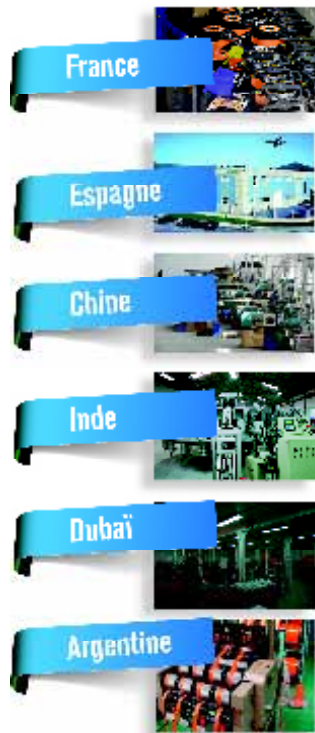
Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225 37 du Code de commerce.

Fait à Avignon, le 24 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

VERAN ET ASSOCIÉS
Jean-Michel BECHET
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société

AREXPERT AUDIT
Jocelyn MICHEL
Commissaire aux Comptes
Représentant la Société



Les sites de productions du Groupe